



Investir dans les populations rurales

République du Niger

Projet de Petite Irrigation (PPI *Ruwanmu*)

Rapport de revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 16-30 novembre 2015

Date du document: Décembre 2015

No. du rapport: 3999-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C.	Evaluation de la pertinence du projet	5
D.	Changements intervenus dans la mise en œuvre du PPI <i>Ruwanmu</i>	6
E.	Produits et effets	7
F.	État d'avancement de l'exécution du projet	15
G.	Aspects fiduciaires	18
H.	Analyse économique et financière	20
I.	Impacts	21
J.	Innovations et mise à l'échelle	21
K.	Performance des partenaires d'exécution	22
L.	Durabilité	23
M.	Leçons apprises	23
N.	Conclusion	26

Liste des illustrations

Figure 1: Schéma résumé de l'approche PDE
Figure 2: Décaissement du don FIDA
Figure 3: Décaissement du prêt FIDA
Figure 4: Décaissement du prêt FFE

Liste des tableaux

Tableau 1: Réalisations physiques des activités majeures de la sous-composante A.1
Tableau 2: Réalisations physiques des activités majeures de la sous-composante A.2
Tableau 3: Réalisations physiques des activités majeures de la sous-composante B
Tableau 4: Rendement moyen des cultures maraichères sous la petite irrigation
Tableau 5: Résultats financiers obtenus
Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante
Tableau 5C: Décaissement par source de financement

Appendices

1. Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées
2. Indicateurs du cadre logique actualisé et niveau d'avancement
3. Récapitulatif des mesures convenues
4. Etat d'avancement par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)
5. Aspects financiers: performance financière effective par bailleur et par composante
6. Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
7. Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mai 2015

Annexes – Volume II

- Annexe 1: Gestion financière
Annexe 2: Aménagement des bassins versants et sauvegarde environnementale
Annexe 3: Aménagements en petite irrigation et infrastructures
Annexe 4: Champs écoles paysans maraichers et mise en valeur de la petite irrigation
Annexe 5: Renforcement des capacités de la société civil organisée en milieu rural
Annexe 6: Genre et ciblage
Annexe 7: Etat de mise en œuvre du plan d'action de la cellule S/E
Annexe 8: Analyse économique et financière
Annexe 9: Termes de référence de la mission de revue à mi-parcours
Annexe 10: Programme de la mission
Annexe 11: Compte rendu de la réunion des parties prenantes à Maradi
Annexe 12: Discours du Secrétaire général du MAG lors du lancement officiel de la RMP

Sigles et acronymes

AcSSA	Actions pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire
AEF	Analyse économique et financière
AGR	Activité Génératrice des Revenus
AGRHYMET	Centre régional Agro Hydro Métrologie
AGRINOVIA	Agriculture Innovations
AM	Aide-Mémoire
APD	Avant-Projet Détaillé
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
AT	Assistant Technique
AUE	Association des Usagers d'Eau
BCER	Brigade Communautaire d'Entretien Routier
BER	Brigade d'Entretien Routier
BD	Base de Données
BEEEI	Bureau d'Evaluation, Etudes Environnementales et d'Impacts
BI	Boutique d'Intrants
BIA	Boutique d'Intrants Agricoles
BP	Bassin de Production
BV	Bassin Versant
CAIMA	Centrale d'Achats d'Intrants et matériels Agricoles
CARE	<i>Cooperative For American Relief Everywhere</i>
CC	Centre de Collecte
CCS	Centre de Collecte Satellite
CDAP	Comité Départemental d'Analyse des Projets
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEPM	Champ Ecole Paysan Maraicher
CES/DRS	Conservation de l'Eau et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CFW	<i>Cash For Work</i>
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CILSS	Comité permanent Inter Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel
CL	Cadre Logique
CNC	Comité National de Coordination
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le Pays
COSTAB	<i>Cost Table</i>
CP	Comité de Pilotage
CPM	<i>Country Programme Manager</i>
CPO/WCA	<i>Country Programme Officer/West and Central Africa</i>
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRC	Comité Régional de Coordination
CT	Conseiller Technique
CVA	Comité Villageois d'Alphabétisation
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Projet
DGA	Direction Générale de l'Agriculture
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DMP	Dossier de Microprojet
DRF	Demande de Remboursement des Fonds
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPTIN	Etude sur le Potentiel en Terres Irriguées au Niger
F	Femme
FAO	Food and Agriculture Organisation
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FFA	<i>Food for Assets</i>
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol

FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISAN	Fonds d'Investissement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui Conseil Agricole Paysan
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GATE	Groupe d'Assistance Technique et Etude
GDT	Gestion Durable des Terres
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIPP	Gestion Intégrée Pestes et Pesticides
GMP	Groupe Motopompe
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GSC	Groupement des Services Conseils
Ha	Hectare
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
HG	<i>Hadin Gwiwa</i>
HIMO	Haute Intensité de Main d'Oeuvre
IF/IMF	Institution Financière/ Institution de Micro Finance
IR	Instances Rurales
IRDAR-RCI	Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural - Renforcement des Capacités Institutionnelles
Kg	Kilogramme
MAG	Ministère de l'Agriculture
MDG	Marché de Demi-Gros
ME/SU/DD	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MER	Micro Entreprise Rurale
MMD	<i>Mata Massu Dubara</i> ¹
MP	Microprojet
MS	Matière Sèche
ODD	Objectifs de Développement Durable
OFID	Fonds de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PAC/RCI	Programme d'Actions Communautaires/Renforcement des Capacités Institutionnel
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et aux Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PGES	Plan de Gestion Environnemental et Social
PIP2	Projet de Promotion de l'Irrigation Privée (phase 2)
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNEDD	Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable
PPI	Projet de Petite Irrigation
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPM	Plan de Passation des Marchés
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
PUSADER+	Programme d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RMP	Revue à Mi-Parcours
RNA	Régénération Naturelle Assistée
S/E	Suivi-Evaluation
SAHEL	Salon de l'Hydraulique

¹ Femmes ingénieures

SCOR	Société Civile Organisée en Milieu Rural
SDEA/FJ	Stratégie « Développement Equitable et Autonomisation des femmes et des jeunes »
STD	Services Techniques Déconcentrés
SIG	Système d'Information Géographique
SINERGI	Société d'Investissement au Niger, Gestion et Initiative
SPIN	Stratégie de la Petite Irrigation au Niger
SSE	Système de Suivi-Evaluation
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TBV	Traitement des bassins versants
TRE	Taux de rentabilité économique
TRI	Taux de rentabilité interne
UBT	Unité Bétail Tropical
URGP	Unité Régionale de Gestion du Programme
USAID	United States Agency for International Development
USD	United States Dollar
VAN	Valeur Actuelle Nette

A. Introduction²

1. Du 16 au 30 novembre 2015, une mission conjointe Fonds International de Développement Agricole (FIDA) – Gouvernement du Niger a procédé à la Revue à Mi-Parcours (RMP) du PPI *Ruwanmu*. L'objectif de la mission était d'apprécier les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement et les résultats escomptés et de mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs, des constats et recommandations visant à renforcer ou à corriger éventuellement la stratégie du projet en prenant en compte l'avènement du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF). De manière plus spécifique, la RMP devait procéder à: (i) une appréciation de la pertinence de la conception du projet qui tienne compte de l'évolution de l'environnement aux plans technique, socio-économique et institutionnel; (ii) une analyse de l'efficacité et de l'efficience de l'exécution du projet à travers un examen des résultats des actions engagées et de leurs coûts; (iii) une analyse des effets générés par les investissements du PPI *Ruwanmu* et de la durabilité des bénéfices du projet au niveau des ménages, des services de l'Etat, et de la gestion des infrastructures productives et économiques; (iv) une analyse économique et financière du projet à mi-parcours; (v) une documentation des leçons apprises et l'identification des facteurs importants qui facilitent ou handicapent la mise en œuvre du projet; et (vi) des recommandations pour amender, éclairer et orienter la mise en œuvre des activités du projet au cours de la période restante de son exécution et en lien avec l'avènement du ProDAF.

2. A Niamey, la mission a participé à la cérémonie officielle de lancement de la RMP qui était présidée par M. Illa Djimrao, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture (MAG), Président du Comité de Pilotage (CP) du projet et en présence du Représentant du Haut-Commissaire à l'initiative 3N³. Elle a également tenu des séances de travail avec la Cellule Nationale de Coordination (CNC) du projet pour analyser le rapport interne de revue à mi-parcours du projet. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de Tahoua, Zinder et Maradi où elle a rencontré le Conseiller économique et financier du Gouvernorat de la région de Tahoua, le Gouverneur, le Secrétaire Général du Gouvernorat et le premier Vice-Président du Conseil Régional (région de Zinder) et le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernorat de la région de Maradi. La mission a visité des réalisations du projet dans les communes de Dogaraoua, Sabon Guida, Tabalak, et Tamaské (région de Tahoua); Gabi, Gazaoua, Safo, et Tibiri (Maradi); Bandé, Doungou, Guidimouni et Mirriah (Zinder). Au cours de ces visites, la mission a eu des échanges avec les autorités administratives, communales, coutumières et les bénéficiaires.

3. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail avec les cellules régionales de coordination (CRC) du PPI *Ruwanmu*, les représentants du Conseil Régional et du Gouvernorat, les services techniques déconcentrés (STD), les chambres régionales d'agriculture (CRA) et d'autres partenaires d'exécution du projet, notamment les groupements des services conseils (GSC) et les ONG impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet. Ces séances étaient destinées à faire le point sur les résultats enregistrés à mi-parcours par le projet au niveau régional. Après les visites de terrain, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations le 23 novembre à Maradi au cours d'une réunion regroupant les équipes nationale et régionales du PPI *Ruwanmu* et les principaux partenaires du projet au niveau régional. Cette restitution a été rehaussée par la présence du Premier Vice-Président du Conseil Régional de Maradi. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 30 novembre 2015 à Niamey au cours d'une réunion de restitution présidée par M. IRO Souley, Directeur Général des Investissements, pi au Ministère de l'Economie et des Finances.

4. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, à l'équipe du projet, aux autorités administratives, communales et coutumières rencontrées sur le terrain, aux partenaires du projet et à ses bénéficiaires pour la qualité des échanges et pour leur disponibilité et collaboration. Elle exprime sa satisfaction à la Coopération Espagnole (AECID) pour l'appui financier et technique apporté au projet.

² L'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, agronome, Chef de mission; M. Sanon Marius, expert en infrastructures rurales; Mme Oumou Touré, experte en gestion fiduciaire et M. Kadei Kadre, CPO/WCA. La partie gouvernementale était composée de: M. Abdou Chaibou, CT/MAG, Chef de mission; M. Lemane Ibrahim, HC3N; M. Alyou Abdou Ali, MEF; M. Mahaman Tassiou Sani, DGGR/MAG; M. Ousseini Halidou, DEP/MAG et M. Salifou Maman Bassirou, ME/SU/DD. L'équipe des personnes ressources était composée de: M. Saley Sadikou, expert en suivi-évaluation, ATS/ProDAF; M. Hassane Issa, expert national OP et marchés, RC/ProDAF; M. Traoré Ousmane, économiste, ATJ/ProDAF; M. Namata Issa Mamane, agronome, ATJ/ProDAF; M. Moustapha Maman, sociologue, ATJ/ProDAF; M. Moustapha Malam. Kimé, expert national agronome; M. Ahmed Oumarou, expert national environnementaliste; et M. Sani Ismaël, expert national en genre et ciblage. M. Paulino Isidoro-Ramirez, Chargé des projets de développement rural, OTC/AECID Niger, a participé aux visites de terrain de la mission du 17 au 22 novembre

³ Les Nigériens Nourrissent les Nigériens

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

5. L'**objectif global** du PPI *Ruwanmu* est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son **objectif de développement** est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux (455 300 personnes) dans les 30 communes identifiées. Le projet est structuré en trois composantes: (i) la composante A "**Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation**" (16 844 600 USD, soit 66%) qui vise l'augmentation durable de la productivité des systèmes d'irrigation à travers deux sous-composantes (« gestion durable des ressources hydriques et foncières » et « renforcement des capacités de production, de post-récolte et de commercialisation »); (ii) la composante B "**Développement d'infrastructures économiques**" (5 623 300 USD, soit 22%) qui renforce les aspects de la composante A à travers des infrastructures en aval de la production (pistes rurales, plateformes de collecte et comptoirs de commercialisation); et (iii) la composante C "**Coordination et gestion du projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique**" (3 184 500 USD, soit 12%) dont l'objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

6. **Zone d'intervention du projet.** Le projet intervient dans 30 communes réparties dans les trois régions de Maradi (7), Tahoua (16) et Zinder (7). Les principaux critères considérés pour le ciblage géographique du *Ruwanmu* sont les suivants: (i) potentiel en terres et en eau pour la petite irrigation; (ii) zone vulnérable en terme de déficit alimentaire; (iii) pratique déjà existante de la culture irriguée, avec des avantages comparatifs pour certaines spéculations; (iv) consolidation des acquis et actions des projets financés par le FIDA (PUSADER, IRDAR-RCI/PAC2 et PPILDA); et (v) complémentarité avec les interventions des autres PTF.

7. La durée d'exécution du projet qui est entré en vigueur le 19 février 2013, est de cinq ans. Son achèvement est prévu pour le 30 mars 2018 et la clôture le 30 septembre 2018. Le coût total du projet, imprévus physiques et financiers inclus, est estimé à 25,6 millions de USD soit 11,5 milliards de FCFA. Le projet est financé par: (i) un prêt de 14 millions d'euros du Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire équivalent à 18,76 millions USD (73,1% du coût total); (ii) un prêt de 1,7 million de dollars du FIDA (7% du coût total); (iii) un don du FIDA de 1 million de USD (3,9% du coût total); et (iv) la contribution du Gouvernement sous forme de taxes et de droits de douane pour un montant de 4,1 millions de dollars (16% du coût total).

8. **Effets escomptés.** Deux effets escomptés correspondant aux deux composantes techniques contribueront à l'atteinte de l'objectif de développement: (i) la productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement (dans l'esprit du concept « Ruwanmu »²⁹) et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées; et (ii) l'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur commercialisation est améliorée.

9. **Stratégie et approches retenues pour la mise en œuvre du projet.** L'approche de mise en œuvre du PPI *Ruwanmu* a connu d'importantes évolutions au fur et à mesure de son exécution en lien avec les changements/évolutions stratégiques des interventions du FIDA au Niger, notamment l'intégration de tous ses projets vers un programme fédérateur unique (ProDAF) ainsi que la séparation du projet avec le dispositif du Programme d'Action Communautaire (PAC) financé par la Banque Mondiale.

10. En effet, la stratégie générale du PPI *Ruwanmu*, en plus de l'approche du « faire-faire », consistant à utiliser en priorité les prestataires locaux les plus proches du monde paysan, pour l'appui aux activités de base (Groupements Services Conseils, ONG locales, services techniques déconcentrés de l'Etat, etc.) le projet a adopté, sur recommandations des missions de supervision, des stratégies d'intervention non prévues à la conception et comprenant notamment:

- L'approche Pôle de Développement Economique (PDE) qui vise à faire émerger une dynamique socio-économique à travers laquelle les producteurs ruraux soutenus par les collectivités locales s'organisent, aménagent et exploitent de manière rationnelle et durable les bassins de production en vue d'alimenter les marchés ruraux et les centres de consommation urbains;
- La régionalisation de l'exécution du projet qui s'est traduite entre autres par, la responsabilisation des CRC et le renforcement conséquent de leurs capacités en ressources humaines, logistiques y compris la construction des bases vie ainsi que la transformation des comptes de fonctionnement en comptes d'opération.

11. Plus concrètement, les activités du projet sont planifiées suivant une logique de concentration géographique dans le but de faire émerger des PDE. Les interventions du projet touchent une vingtaine de PDE répartis dans les trois régions. La nouvelle structuration de la zone d'intervention du PPI *Ruwanmu* en PDE vise à créer une dynamique économique autour des marchés opérationnels en créant une forte alliance entre la production et la commercialisation des produits agricoles.

12. **Efficacité.** L'efficacité du projet est appréciée à travers le niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs cumulés en termes de réalisations physiques et financières. Depuis son démarrage, le projet a enregistré des taux très satisfaisants de réalisation financière des PTBA: 49% en 2013 (année de démarrage), 95% en 2014, et 96% attendu au 31 décembre 2015. Au 31 octobre 2015, l'état d'avancement de l'exécution des activités majeures du PPI *Ruwanmu* se présente comme suit⁴: (i) traitement de 3 583 ha de bassins versants (109% de la cible du projet); (ii) appui à l'émergence et au renforcement de 20 AUE (100%); (iii) trois études réalisées sur le potentiel irrigable (100%); (iv) suivi de 512 piézomètres dont 310 mis en place par le projet sur 300 prévus (103%); (v) aménagement/consolidation de 3 304 ha en petite irrigation sur 6 800 prévus (49%); (vi) mise en place de 503 champs école paysans maraichers (46%); (vii) 36 centres d'alphabétisation fonctionnels pour une prévision de 68 centres (53%) avec environ 2 000 apprenants; (viii) neuf cadres de concertation des acteurs des marchés *Hadin Gwiwa* mis en place (100%); (ix) travaux en cours de construction/réhabilitation de 123 km de pistes rurales (100% en fin des travaux); (x) 1 350 jardins de case (JDC) mis en place (15%); et (xi) deux bureaux construits dans les régions de Tahoua et Zinder (100%).

13. Il ressort de ce qui précède que le taux de réalisation des objectifs physiques globaux varie de 46% à 103% pour les activités majeures du PPI *Ruwanmu*, à l'exception des JDC. Si les activités prévues dans le PTBA 2016 sont réalisées⁵ à 100%, ce taux variera de 53% à 103% avec environ 65% des activités majeures qui enregistrent un taux de réalisation cumulée de 100% et plus, à 15 mois de la date initiale d'achèvement du PPI *Ruwanmu*. Pour la même période prise en considération, le taux cumulé de décaissement des fonds alloués au projet sera proche de 100% au 31 décembre 2016. Ceci montre que les ressources du PPI *Ruwanmu* seront épuisées à cette date alors que les objectifs du projet pour la petite irrigation (considérée comme le « cœur » du PPI *Ruwanmu* avec environ 35% du montant global des financements du projet) seront atteints à 53%. La réalisation des activités non prévues à la conception du projet et les dépassements significatifs des coûts unitaires de certaines activités dont les pistes rurales sont en partie à l'origine de cette situation. Par ailleurs, la réalisation des activités de la petite irrigation devait suivre le rythme de la mobilisation de l'épargne bloquée des binômes bénéficiaires potentiels des kits d'irrigation qui s'est avéré très lent dans certaines zones d'intervention du projet.

14. Il convient cependant de noter que l'évaluation des superficies aménagées est encore provisoire dans la mesure où la mission a noté qu'un kit d'irrigation prévu initialement pour 0.5 ha pouvait couvrir une superficie largement supérieure dans certains cas⁶. Il est également prévu que l'Etat alloue en 2016 des fonds additionnels au projet pour la petite irrigation afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif du projet pour cette activité. Une évaluation approfondie des superficies effectivement aménagées avec les kits distribués, incluant ceux qui seraient financés sur les fonds de contrepartie de l'Etat, permettra de mieux apprécier le niveau d'atteinte des objectifs du projet en petite irrigation à l'achèvement du PPI *Ruwanmu*.

15. L'efficacité de l'équipe du PPI *Ruwanmu* est également reflétée par sa contribution significative dans la conception du ProDAF et la poursuite de la mise en œuvre des « chantiers » communs PASADEM/PPI *Ruwanmu*, notamment les volets dialogue politique, pistes rurales, genre, communication, suivi-évaluation, et Système d'Information Géographique (SIG). Le partenariat du projet avec le PAM dans le domaine de l'aménagement des bassins versants contribue également à augmenter son efficacité. Par ailleurs, l'efficacité de l'équipe du PPI *Ruwanmu* est aussi matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs actions supplémentaires liées au portefeuille FIDA au Niger dont les plus importantes sont: i) la clôture des projets IRDAR-RCI (30 avril 2014) et PUSADER (30 septembre 2014) décaissés à 95%; ii) le suivi du processus de signature et ratification du PUSADER Plus sur financement additionnel de l'OFID; iii) le suivi du processus de traitement du projet de protocole d'Accord du PAMIRTA sur financement de la Coopération Italienne (mise en vigueur en août 2015) et du troisième financement de l'OFID (Accord de financement signé en début octobre 2015).

⁴ Réalisations cumulées prenant en considérations les indicateurs du cadre logique révisés par la mission de mai 2015

⁵ 100 CEPM et 300 ha en petite irrigation en plus de l'achèvement des travaux en cours sur les pistes rurales

⁶ Sur certains sites visités, la superficie aménagée avec un kit atteint 0,86 ha

16. **Efficiences.** La mission confirme le rythme soutenu de consommation des fonds alloués au PPI *Ruwanmu* avec un taux de décaissement (toutes sources de financement confondues) qui passe de 70% à 79% entre le 30 avril 2015 et le 31 octobre 2015. En prenant compte des engagements qui seront liquidés pour la période de novembre-décembre 2015, ce taux passe à 87% au 31 décembre 2015. L'analyse des dépenses par catégorie (engagements inclus) indique par ailleurs que les coûts d'opérations du projet (salaires + fonctionnement) représentent au 31 octobre 2015 environ 10% des dépenses globales contre 11% au 30 avril 2015. Ce ratio reste cependant légèrement supérieur à 7,5% prévu à la conception.

17. Les coûts du projet sont dans certains cas, inférieurs à ceux des autres projets/institutions impliqués dans des activités similaires. Le projet a réussi à réduire significativement les coûts unitaires de certaines réalisations, notamment le réseau des piézomètres et les ouvrages de CES/DRS⁷. Par contre, d'autres coûts unitaires ont dépassé les coûts prévus à la conception, particulièrement pour les pistes rurales, les CEPM et les centres d'alphabétisation.

18. **Effets et impacts.** Il ressort des études/enquêtes thématiques réalisées à mi-parcours que le Projet a eu des effets/impacts significatifs sur: (i) l'augmentation de la production agro-sylvo-pastorale sous pluie, (ii) l'augmentation de rendement des cultures irriguées, (iii) l'éveil de conscience des usagers de l'eau et la réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, et (iv) l'augmentation des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire. Les niveaux d'atteinte des indicateurs du cadre logique révisé⁸ sur les effets et impacts du projet sont globalement satisfaisants. Les principaux **effets** chiffrés comprennent: (i) 47% des producteurs agricoles font état d'une augmentation de leur production/rendement contre 60% prévus; (ii) rendements moyens de l'oignon et de la tomate (principales cultures maraîchères pratiquées) respectivement de 39 tonnes/ha et 34 tonnes/ha contre 30,8 tonnes/ha et 17,7 tonnes/ha prévus, soit une augmentation de 8.2 et 16.3 tonnes/ha respectivement. Les **impacts** relevés incluent: (i) 44 471 ménages ayant bénéficié des services du projet contre 65 000 prévus (taux de réalisation de 68%)⁹; (ii) 66% de ménages ayant augmenté leurs revenus contre 70% prévus; (iii) 38% de ménages touchés ayant amélioré leur sécurité alimentaire contre 80% prévus; (iv) durée de la période de soudure réduite d'au moins 2,6 mois pour les ménages ciblés contre 1 mois prévu; et (v) 1 113 personnes formées sachant lire et écrire contre 2 380 prévues (47%).

19. **Décaissements.** Au 31 octobre 2015, les taux de décaissement effectifs se présentent comme suit: 87% pour le prêt FFE, 100% pour le don FIDA, 74% pour le prêt FIDA, et 37% pour l'Etat. Par source de financement, les taux prévisionnels de décaissement au 31 décembre 2015 seraient de 97% pour le prêt FFE (avance initiale incluse), 88% pour le prêt FIDA, et de 37% pour l'Etat. Ces projections laissent apparaître des ressources disponibles au niveau du projet d'un montant estimé à 1,068 milliards F CFA (environ 1,87 millions USD) toutes sources de financement confondues (hors contribution de l'Etat). C'est sur cette base que les activités du PTBA consolidé du ProDAF qui seront financées sur le guichet PPI *Ruwanmu* en 2016 ont été préparées. Le niveau des ressources disponibles montre que le projet pourrait anticiper sa date d'achèvement et de clôture. La prochaine mission de supervision du ProDAF sera en mesure de déterminer les dates exactes d'achèvement et de clôture du PPI *Ruwanmu* sur la base de l'état d'avancement des travaux en cours sur les pistes rurales.

Evolution vers le ProDAF

20. **Mise en vigueur du financement du ProDAF.** L'approbation du ProDAF par le conseil d'administration du FIDA le 22 avril 2015 a parachevé le processus de sa préparation technique. L'accord de financement a été signé entre le FIDA et le Gouvernement du Niger le 25 juillet 2015. La date effective de mise en vigueur du ProDAF est le 21 septembre 2015. Les textes de création du Programme, du Comité de pilotage et de nomination du personnel clé du Programme ont été signés le 8 septembre 2015. Le PTBA 2016 consolidé du ProDAF a été transmis au FIDA le 19 octobre 2015 et le premier décaissement d'un montant de 500 000 USD est attendu en décembre 2015. Ce montant prendra en charge les activités de démarrage du ProDAF et plus spécifiquement la mise en place des équipes redéployées au niveau national et régional. Le **redéploiement des équipes du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* au sein du ProDAF est maintenant effectif** avec la passation de services qui s'est terminée en novembre 2015 et l'installation des équipes à Niamey et dans les régions qui prendra fin courant mois de décembre 2015.

⁷ Conservation des eaux et sols/défense et restauration des sols

⁸ Sur la base des propositions de la mission de supervision de mai 2015

⁹ Ce taux atteindra 77% si les activités en cours et celles prévues en 2016 sont réalisées

21. **Préparation/actualisation des manuels de gestion du ProDAF.** Le manuel de suivi-évaluation du ProDAF a été finalisé par les équipes S/E du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* avec l'appui d'une expertise internationale. Le Programme a bénéficié depuis le démarrage du PASADEM et du PPI *Ruwanmu* d'un appui intensif pour son élaboration. A l'instar du manuel de S/E, le manuel d'exécution qui intègre les procédures administratives, financières et comptables a été élaboré à partir des manuels du PASADEM et du PPI *Ruwanmu*. Il a pris en compte l'évolution du schéma institutionnel, la configuration et les responsabilités de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) ainsi que la régionalisation effective de la mise en œuvre des activités introduites par le ProDAF. Le manuel d'exécution qui a reçu la non objection provisoire du FIDA sera soumis à la validation du CP avant fin décembre 2015.

22. **PTBA consolidé et rapports d'activités.** Avec l'avènement du ProDAF, le Programme Niger FIDA fonctionnera sur la base d'un PTBA unique et harmonisé intégrant les activités des différents projets et guichets de financement. C'est dans ce contexte que le PTBA 2015/16 (octobre 2015 à décembre 2016), incluant les activités qui seront financées sur le guichet PPI *Ruwanmu*, a été élaboré. En conformité avec la recommandation de la mission de supervision de mai 2015, le canevas actuellement utilisé par les projets a été amélioré pour prendre en compte la dimension régionale du Programme. Il en sera de même pour les rapports d'activités qui suivront le canevas du PTBA.

C. Evaluation de la pertinence du projet

23. L'intervention du PPI *Ruwanmu* est en parfaite adéquation avec les besoins prioritaires des bénéficiaires des trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder qui ont de grandes potentialités en petite irrigation que de nombreuses interventions avaient partiellement valorisées. Avant l'avènement du projet, les petits producteurs nigériens situés dans les zones potentiellement irrigables de ces régions étaient très demandeurs pour développer la petite irrigation, à laquelle beaucoup n'avaient pas encore accès, qui leur permettrait d'augmenter leurs revenus et de diminuer l'insécurité alimentaire. Au cours des visites de terrain de la mission de RMP, les maires et/ou les populations ont affirmé que les activités retenues dans le cadre de la petite irrigation correspondent aux besoins exprimés par les producteurs et sont inscrites dans la plupart des cas dans les plans de développement communal (PDC).

24. Le PPI *Ruwanmu* est en phase avec la volonté du Gouvernement du Niger d'améliorer les conditions économiques et de sécurité alimentaire des populations nigériennes à travers l'intensification et l'augmentation de la productivité de la petite irrigation. En effet, le programme « Développement et diversification des cultures irriguées » de l'axe 1 de l'i3N identifie la petite irrigation comme étant un élément clé du développement agricole du pays sur le long terme. Le projet s'insère dans quatre des cinq axes stratégiques de l'i3N (axe 1: accroissement et diversification des productions; axe 2: approvisionnement des marchés; axe 3: amélioration de la résilience des populations, particulièrement les plus vulnérables et axe 4: amélioration de l'état nutritionnel des nigériens). Il contribue à la mise en œuvre de cinq des sept composantes du Plan d'accélération (2014-2015) de l'i3N¹⁰ notamment: (i) Maîtrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques; (ii) Restauration et protection des terres et des eaux à travers les activités HIMO et Génératrices de revenus; (iii) Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques; (iv) Amélioration de la Nutrition; et (v) Sensibilisation, animation et communication. En particulier, le PPI *Ruwanmu* a réalisé 3 300 ha en petite irrigation, soit 33 % de l'objectif du plan d'accélération de l'i3N. En s'intégrant à l'i3N, le projet s'insère tout aussi bien dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d'orientations politiques et stratégiques et dont l'i3N constitue l'axe 3.

25. Le PPI *Ruwanmu* participe aussi à la mise en œuvre des plans et stratégies sectorielles parmi lesquels: la Stratégie de la Petite Irrigation au Niger (SPIN), le Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD), le Code de l'Eau, et la Stratégie Nationale de Conception, de Construction et d'Entretien de Routes Rurales (SNCCERR). La SPIN a été conçue pour encadrer le sous-secteur de l'irrigation qui vise à améliorer la contribution de la petite irrigation à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger. Les activités du projet contribuent effectivement à la mise en œuvre de trois (3) objectifs spécifiques de la SPIN, à savoir: (i) les ressources en terres et en eau sont gérées de manière durable pour la petite irrigation; (ii) les irrigants mettent en valeur le potentiel irrigable de manière optimale; et (iii) les irrigants et les organisations des producteurs ont accès aux marchés pour leurs produits.

¹⁰ Objectif quantitatif du plan d'accélération 2014-2015 de l'i3N: 10 000 ha en petite irrigation; 190 000 ha en GDT; 20 000 000 de plants forestiers; et 1 875 km de pistes de désenclavement

26. Pour les infrastructures (routes, marchés) et les autres équipements ruraux, la mission a noté la cohérence des activités programmées avec les politiques sectorielles et leur pertinence face aux besoins des populations. Elles s'exécutent de plus en plus dans un cadre de synergie avec les interventions des autres partenaires techniques et financiers (PTF) et en coordination avec les autres activités du Programme FIDA.

27. Globalement, le PPI *Ruwanmu* s'inscrit dans les objectifs stratégiques du FIDA pour la période 2011-2015. Il est également en cohérence avec la stratégie de ciblage, du genre et de changement climatique du FIDA. De même, le projet est en cohérence avec le cadre global des interventions du FIDA au Niger défini dans le COSOP 2013-2018 dont il a constitué l'un des projets phares. Les activités du projet cadrent également avec deux (2) axes prioritaires de la Coopération Espagnole au Niger à savoir: (i) l'axe « Développement rural, Sécurité alimentaire et nutritionnelle » qui vise à améliorer l'accès à une alimentation adéquate et appuyer le développement de l'économie rurale productive et (ii) l'axe « Genre » portant sur la promotion des droits des femmes et l'égalité des sexes, qui est une approche transversale à tous les axes prioritaires de la coopération.

28. Le projet contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et plus particulièrement de l'OMD 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim, l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'OMD 7 sur l'environnement durable. Il est également en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) post-2015, et plus particulièrement ceux en lien avec les domaines suivants: sécurité alimentaire et nutritionnelle (2^{ème} objectif), égalité des sexes et autonomisation des femmes (5^{ème} objectif), infrastructure (9^{ème} objectif), et gestion des ressources naturelles terrestres (15^{ème} objectif).

D. Changements intervenus dans la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu*

29. **Approche Pôle de Développement Economique (PDE).** Conçu au départ sur une logique d'approche communale, le projet a adopté sur recommandation des missions de supervision, une approche PDE pour être en cohérence avec la nouvelle philosophie du programme Niger-FIDA qui cherche à aborder la question de la sécurité alimentaire des populations à travers l'amélioration des conditions d'accès aux marchés devant avoir un effet d'entraînement sur l'amélioration des productions agricoles. Cette approche PDE déjà mise en œuvre par le PASADEM se base sur l'existence de marchés de demi-gros identifiés dans la zone d'intervention du FIDA et qui se trouvent au cœur de bassins versants et bassins de production. Ces derniers sont liés aux marchés par des centres de collecte des produits agricoles, le tout relié par des pistes facilitant le transport des produits et l'approvisionnement des centres de consommation, comme le montre le schéma ci-dessous.

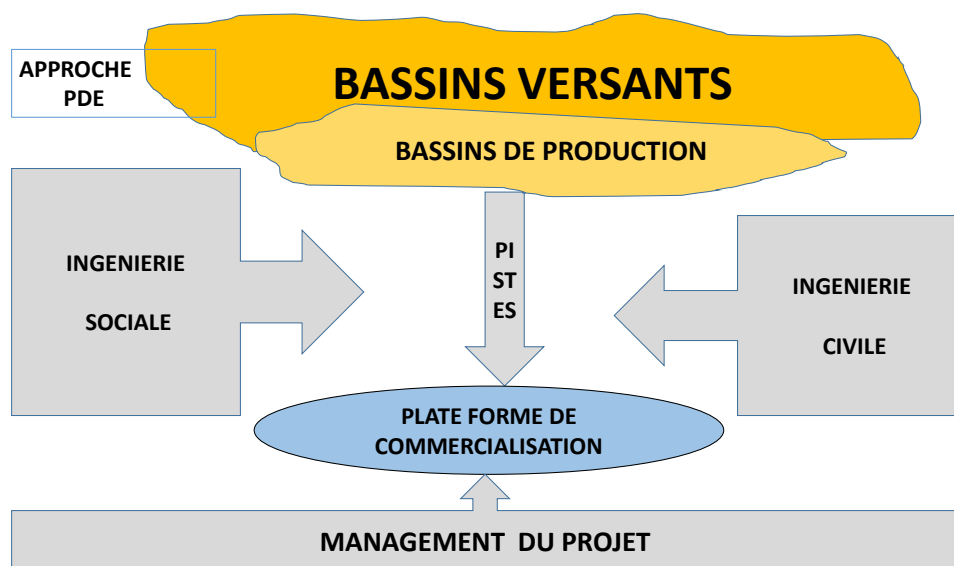


Fig.1: Schéma résumé de l'approche PDE

30. Les autres changements majeurs intervenus au cours de la mise en œuvre du projet ont porté sur: (i) la séparation du projet avec le dispositif du PAC¹¹, ce qui a nécessité le recrutement du personnel additionnel au niveau de la CNC et des CRC, non prévu dans le Document de Conception du projet (DCP); (ii) l'évolution progressive du projet vers un programme fédérateur unique FIDA (ProDAF) qui a également exigé la prise en charge du personnel additionnel requis pour la régionalisation de la gestion technique et financière du projet, ainsi que la construction des sièges des Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP); (iii) le redimensionnement des plateformes de commercialisation et des pistes rurales pour être en cohérence avec la nouvelle approche PDE adoptée par le projet, prenant en considération les flux des produits agricoles entre bassins de production, centres de collecte satellites et marchés de demi gros selon les besoins exprimés par les acteurs¹²; et (iv) l'adoption d'une nouvelle approche prévoyant le financement de micro-entreprises rurales (MER) à travers les institutions de financement (sociétés d'investissement, banques, institutions de micro finance « IMF ») avec une assistance technique apportée par le projet en lieu et place de la stratégie du financement des MER initialement envisagée sous forme d'activités génératrices de revenus (AGR).

31. L'approche PDE a montré que le coût moyen d'une plateforme de commercialisation (environ 500 millions FCFA) dépasse largement celui prévu dans le DCP estimé à 11 700 000 FCFA pour un centre de collecte et 700 000 FCFA pour un comptoir de commercialisation. En conséquence, les plateformes de commercialisation seront prises en charge par un autre guichet de financement du ProDAF (OFID3). Les incidences financières engendrées par les changements ci-dessus mentionnés couplés avec d'autres activités réalisées mais non prévues à la conception¹³ sont évaluées à environ 2,2 millions USD. Il convient de mentionner que ces changements et nouvelles activités font suite aux recommandations des missions de supervision.

E. Produits et effets

Composante A: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation

32. Cette composante vise l'augmentation durable de la productivité des surfaces irriguées par: la consolidation de 1 800 ha irrigués déjà aménagés; l'aménagement de 5 000 ha additionnels de superficies irrigables en petite irrigation; la récupération de 3 300 ha de sites sensibles sur bassins versants pour protéger la reconstitution des ressources hydriques en impliquant 30 associations des usagers de l'eau; l'équipement de 35 ha de jardins de case en micro-irrigation pour les femmes; et l'amélioration de la production sur ces 6 835 ha aménagés par l'appui-conseil.

Sous-composante A.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières

33. L'objectif de cette sous-composante est d'assurer un accès durable des populations rurales cibles au capital productif (foncier et eau) par le biais de la petite irrigation. Le résultat attendu est l'amélioration de la gestion durable des ressources hydriques et foncières sur les 1 800 ha déjà sous irrigation et les 5 000ha additionnels qui seront aménagés. La sous-composante est structurée en cinq volets: (i) connaissance du potentiel hydrique et foncier; (ii) suivi du potentiel hydrique; (iii) mise en place et animation des associations des usagers de l'eau (AUE); (iv) aménagement des bassins versants; et (v) aménagement et mise en valeur de la petite irrigation.

Tableau 1: Réalisations physiques des activités majeures de la sous-composante A.1 au 31 octobre 2015

Volet	Objectif initial	Objectif révisé	Réalisation	% exécution physique ¹⁴
Etude sur le potentiel irrigable	0	1	1	100
Etude EPTIN complémentaire et socio foncière	0	2	2	100
Mise en place des piézomètres	300	300	310	103
Mise en place et animation des AUE	30	20	20	100
Aménagement des bassins versants	3 300	3 300	3 583	109
Aménagements en petite irrigation (ha)	6 800	6 800	3 304	49

¹¹ La conception du projet prévoyait que ses structures de gestion au niveau national et régional soient intégrées dans le dispositif existant du PAC

¹² Le fil conducteur de cette approche est le développement d'une ingénierie sociale à tous les niveaux pour créer les conditions d'une forte adhésion de l'ensemble des acteurs et d'une appropriation des investissements à réaliser

¹³ Appui au dispositif pistes, prise en charge du personnel du GATE, contribution aux missions de formulation (ProDAF, PUSADER Plus, OFID3, et PAMIRTA), etc.

¹⁴ Par rapport à l'objectif révisé

34. **Connaissance du potentiel hydrique et foncier.** Le PPI *Ruwanmu* a contribué à la mise en œuvre de l'étude EPTIN «Evaluation du Potentiel en Terres Irrigables et Irriguées du Niger» dans six (6) départements de la région de Tahoua non couverts par les autres financements et correspondant à la zone d'intervention du projet. Cette étude a été réalisée sous l'égide de la Direction Générale du Génie Rural (DGGR). Comme la portée de l'étude globale EPTIN ne prenait pas en considération certains paramètres que le PPI *Ruwanmu* souhaitait appréhender, notamment la situation des ressources en eau, les aspects environnementaux et sociaux, le projet a confié au cabinet Géo-conseil de l'Université de Niamey l'exécution d'une étude complémentaire et d'une étude socio-foncière. Les trois études sur le potentiel en terres irrigables ont permis de mieux connaître les superficies irrigables et les exigences techniques et technologiques pour leur exploitation en fonction des profondeurs des nappes. Dans le cadre de cette activité, l'équipe du projet a bénéficié de deux appuis internationaux pour la mise en place d'un Système d'Informations Géographiques (SIG) pour faciliter le suivi de ce potentiel.

35. Toutes ces études ont été finalisées et partagées avec les partenaires de mise en œuvre au niveau régional. Ce travail a permis: (i) de caractériser les nappes dans la région de Tahoua en déterminant leurs niveaux selon les zones agro écologiques qui caractérisent la région, donnant ainsi les bases objectives d'orientation et de prise de décisions quant au choix des types d'ouvrages à réaliser selon les zones; et (ii) de connaître les superficies irrigables disponibles dans la région de Tahoua qui s'élèvent à 709 506 ha.

36. **Suivi du potentiel hydrique.** Cette activité a été réalisée à travers une convention tripartite PPI *Ruwanmu*, DGGR et DGH (Direction Générale de l'Hydraulique). Sur une prévision de 300 piézomètres, 310 ont été installés et font l'objet d'un suivi par les services techniques du Génie Rural et de l'Hydraulique. Ce suivi couvre également 202 autres piézomètres du réseau national situés dans la zone d'intervention du PPI *Ruwanmu*. Des rapports périodiques sont produits par les services techniques pour aider les producteurs à mieux gérer le potentiel hydrique.

37. La mise en place du réseau de piézomètres favorisera les suivis quantitatif et qualitatif de la nappe ainsi que l'analyse et l'interprétation des résultats sur les variations quantitatives et qualitatives des nappes avec l'implication des AUE. Les résultats issus des données collectées devront permettre d'apprécier l'évolution du potentiel hydrique dans la zone du projet et faciliteront la prise des décisions tant au niveau local que national, en termes de comportements à adopter pour une gestion rationnelle, concertée et durable de la ressource eau. Le suivi piézométrique rencontre des difficultés incluant la non harmonisation des fréquences des relevés dans les différentes régions, l'insuffisance des moyens matériels (sondes et réactifs) et la faiblesse du dispositif de suivi des piézomètres.

38. **Mise en place et animation des Associations des usagers de l'eau (AUE).** Les AUE ont pour principale mission, la protection, la restauration et l'exploitation rationnelle et équitable de la ressource eau. Pour ce faire, elles doivent avoir une vision commune, renforcer la cohésion sociale inter-acteurs et progressivement se positionner en interlocuteur de taille en s'appropriant les textes et les lois en vigueur en matière de gestion des ressources en eau notamment. Le projet a prévu d'appuyer initialement l'émergence de 30 AUE sur la base de 30 communes d'intervention (approche communale). Suite aux recommandations de la 4^{ème} mission de supervision conjointe Gouvernement-FIDA, la cible a été révisée à la baisse (20 AUE) du fait de l'intercommunalité qui existe au niveau des bassins versants identifiés. La mise en œuvre de ce volet est assurée par le Réseau des chambres d'Agriculture (RECA) à travers les trois CRA de Tahoua, Maradi et Zinder. Au total la cible de 20 AUE a été atteinte. Toutes les AUE sont opérationnelles et des initiatives de protection et d'accès aux ressources naturelles sont menées par les bureaux exécutifs et les commissions spécialisées mises en place.

39. Le processus de mise en place des AUE a été conduit suivant un manuel élaboré par le projet avec l'appui du RECA et selon les étapes suivantes: i) conduite de séances de sensibilisation, caractérisation et connaissance de la ressource à l'échelle de sites/bassins d'usagers; ii) identification des usagers, des formes d'utilisation, des relations existantes entre usagers, des formes d'organisation et des problématiques majeures et communes à tous les usagers liées à l'utilisation de la ressource eau; iii) tenue de séances de discussion avec les usagers sur les problématiques de la ressource à l'échelle de sites et de sous bassins; iv) organisation de rencontres sur les contraintes et les pistes de solutions; v) l'animation de concertations périodiques entre usagers.

40. **Aménagement des bassins versants (BV).** L'aménagement des BV regroupe l'ensemble des actions conduites et des mesures prises en amont d'un bassin de production (généralement une vallée ou un bas fond) pour le protéger d'une dégradation liée à l'érosion hydrique et éolienne et créer les conditions pouvant favoriser la recharge des nappes et inverser la tendance à la dégradation des terres. Pour mettre en œuvre ce volet, le projet a adopté une approche articulée en plusieurs étapes dont les

principales sont: (i) le ciblage géographique des sites d'intervention avec clarification du statut foncier, (ii) l'élaboration des dossiers techniques par les agents du projet et les services techniques; (iii) la contractualisation avec les ONG chargées de l'encadrement technique et les IMF chargées du paiement du cash; (iv) l'auto-ciblage participatif à travers l'approche HEA¹⁵; (v) la réalisation des ouvrages mécaniques; et (vi) la mise en valeur à travers l'ensemencement des herbacés et la plantation d'arbres forestiers.

41. Les travaux d'aménagement et de traitement des bassins versants ont été réalisés à un taux très satisfaisant de 109%, soit 3 583 ha réalisés sur les 3 300 prévus à travers la mobilisation de 937 238 hommes/jour dont 29% de femmes, 18% de jeunes hommes, et 7% de jeunes femmes. Environ 6 439 ménages ont bénéficié des revenus issus de cette activité (1 ménage comprend 11 personnes selon les résultats de l'étude sur l'agriculture familiale et de l'étude sur les effets et impacts du PPI *Ruwanmu*). Cette performance s'explique en grande partie par le partenariat avec le PAM qui a permis de mobiliser plus de ressources et une forte mobilisation des bénéficiaires et des opérateurs spécialisés. Ce résultat est par ailleurs la traduction d'une prise de conscience des bénéficiaires de la problématique de la dégradation des terres. La mise en valeur des sites aménagés a été réalisée à travers l'ensemencement des espèces herbacées appréciées par les animaux, la production de plantes fourragères à haute valeur nutritive (*bourgou*, *Leptadania hastata*) et la plantation de 604 214 plants forestiers notamment le gommier et la mise en culture avec des semences améliorées de mil et sorgho.

42. En termes de **sauvegarde environnementale et sociale**, le projet a été classé à la conception en catégorie B. Ceci indique que les impacts négatifs potentiels du projet sont spécifiques aux sites, ne sont pas irréversibles et pourront être aisément corrigés par des mesures d'atténuation adéquates. Conformément au Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES), le projet a: (i) réalisé l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des pistes; (ii) procédé au screening pour tous les microprojets (MP); (iii) réalisé la sécurisation foncière des investissements, le suivi piézométrique, le suivi de la dégradation des sols et de la végétation. Des efforts d'amélioration restent à fournir pour garantir la durabilité environnementale et sociale des investissements. Ces efforts porteront sur le screening (remplissage des fiches de caractérisation et catégorisation des MP, évaluation des PGES), le suivi et la capitalisation. La mission a noté par exemple qu'en dépit du remplissage de la fiche de screening, la prise en compte des impacts sociaux notamment le statut foncier des sites se limite dans tous les cas à la production mécanique de l'acte de donation des sites, sans toujours garantir les exigences de conformité en la matière.

43. **Aménagement et mise en valeur de la petite irrigation.** L'une des principales activités du PPI *Ruwanmu* est l'appui au développement des cultures irriguées sur des petites exploitations maraichères situées dans les vallées, les goulbis, la koroma et les cuvettes à travers l'aménagement de nouveaux sites d'irrigation et la consolidation de sites existants en complétant l'équipement requis (kit). Le kit standard d'irrigation est constitué de: (i) un ouvrage de captage (forage ou puits); (ii) un moyen d'exhaure constitué en général d'un groupe motopompe (GMP); (iii) un réseau de conduites enterrées (d'où son appellation réseau californien) en tuyaux PVC de 63 mm de diamètre et de longueur variant de 50 m à 100 m; et (iv) des intrants. Quant à la consolidation, le kit est fonction des résultats du diagnostic de la parcelle du promoteur. Le binôme d'exploitants doit disposer de parcelles dont la superficie moyenne est de 0,5 ha sécurisée par un acte de détention ou de droit d'usage signé par une structure du code rural, en l'occurrence les COFO.

44. Le processus d'appui à l'élaboration et au financement des microprojets de petite irrigation est décliné comme suit: (i) identification et recensement des promoteurs des Dossiers de Microprojets (DMP) de petite irrigation; (ii) collecte des données sur le terrain et élaboration des DMP; (iii) analyse et approbation des dossiers par le Comité Départemental d'Analyse des Projets (CDAP); (iv) ouverture et approvisionnement par les bénéficiaires des comptes d'épargne bloqués auprès d'un Service Financier Décentralisé de leurs choix; (v) passation des marchés pilotée par la mairie avec l'appui des services techniques déconcentrés et des GSC avec la participation du projet; (vi) exécution des travaux d'aménagement/consolidation et fournitures d'intrants agricoles; (vii) suivi/contrôle des travaux de réalisation des infrastructures au niveau des exploitations des producteurs bénéficiaires; (viii) réception provisoire des ouvrages réalisés/réhabilités en présence des bénéficiaires et sous la supervision des services techniques et du projet; (ix) mise en place des intrants (semences, engrais, pesticides) au profit de bénéficiaires ayant mobilisé leurs contributions; (x) suivi de la mise en valeur des sites aménagés et

¹⁵ La méthode HEA consiste à cibler de manière participative les ménages vulnérables. Les critères et les classes de vulnérabilité sont définis en AG par les populations. Cette approche prend en compte la stratégie genre des projets financés par le FIDA au Niger

des producteurs adoptant les techniques/technologies enseignées au niveau des CEPM et (xi) capitalisation des résultats.

45. Sur une prévision globale de 6 800 ha (dont 5 000 ha de superficies nouvelles et 1 800 ha d'anciens sites à consolider), 3 304 ha ont été aménagés soit un taux de réalisation de 49% avec respectivement 45% (2 248 ha) pour les nouvelles superficies et 59% (1 056 ha) pour les superficies consolidées. Le PTBA 2016 prévoit la réalisation de 300 ha, ce qui portera la superficie totale aménagée/consolidée à 3 604 ha soit un taux global de 53% au profit de 14 044 bénéficiaires dont 15 % de femmes et 24 % de jeunes. Il faut également noter la réalisation de 281 ha sur une prévision de 300 ha de boutures de manioc avec irrigation complémentaire dans la région de Zinder pour atténuer les effets du déficit alimentaire de la campagne agricole 2015.

46. Dans le cadre de la mise en valeur des superficies aménagées, les appuis du projet ont porté sur: (i) la préparation et le financement de 264 DMP; (ii) la délivrance de 6 704 actes fonciers pour la sécurisation des parcelles aménagées; (iii) le fonçage de 4 403 forages; (iv) la mise en place de 363 274 ml de réseaux californiens et de 3 931 groupes moto pompes; (v) la mise en place d'environ 261,2 tonnes d'intrants agricoles dont 205,4 tonnes d'engrais (NPK et urée), de 53 tonnes de semences maraichères (dont 50 tonnes de pomme de terre), et de 2 849 litres de produits phytosanitaires.

47. Le constat sur les sites aménagés révèle une forte tendance de la plupart des exploitants à l'extension des superficies mises en valeur à partir d'un kit (superficie moyenne de 0,43 ha par exploitant au lieu d'une superficie moyenne prévue de 0,25 ha)¹⁶. La prise en compte de ces extensions aura pour effet une augmentation sensible des superficies aménagées qui contribuera à rehausser le taux actuel de réalisation de la cible du projet en petite irrigation.

48. Le modèle d'aménagement proposé (forage + GMP + réseau californien) a été bien accepté par les producteurs; de plus, il favorise l'extension des superficies mises en valeur à partir d'un même kit et présente un fort potentiel de mise à l'échelle. Néanmoins, le risque de surexploitation des nappes existe, ce qui nécessite un travail de sensibilisation sur cet aspect dans le cadre des AUE. De plus, le modèle d'aménagement n'est pas adapté à certains sites où la profondeur de la nappe est supérieure à la hauteur d'aspiration des motopompes généralement utilisées y compris un contre puits soit un maximum de 10 m.

Sous-composante A.2: Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation

49. L'objectif de cette sous-composante est de renforcer les capacités de 28 000 producteurs organisés pour augmenter et diversifier la production issue de la petite irrigation et en faciliter la commercialisation en gérant durablement leurs infrastructures économiques. La sous-composante est structurée en cinq volets: (i) champs écoles paysans maraîchers; (ii) développement des micro-entreprises rurales; (iii) alphabétisation; (iv) jardins de case; et (v) renforcement des capacités des organisations rurales.

Tableau 2: Réalisations physiques des activités majeures de la sous-composante A.2 au 31 octobre 2015

Volet	Objectif initial	Objectif révisé	Réalisation	% exécution physique ¹⁷
Champs écoles paysans maraîchers	1 088	1 088	503	46
Micro-entreprises rurales	1 200	32	0	0
Centres d'alphabétisation	68	68	36	53
Jardins de case	17 500	8 750	1 350	15
Mise en place des <i>Hadin Gwiwa</i>	0	15	9	60

50. **Champs écoles paysans maraîchers (CEPM).** Le PPI *Ruwanmu* utilise le CEPM et l'appui conseil en petite irrigation¹⁸ comme outils pour atteindre ses objectifs d'accroissement et de diversification des productions agricoles à travers l'amélioration de la productivité des cultures irriguées. Au 31 octobre 2015, le projet PPI *Ruwanmu* a mis en place 503 champs école paysans maraîchers sur une prévision de 1 088 CEPM soit un taux de réalisation de 46%. Le nombre d'apprenants est estimé à 12 369 dont 22% de femmes et 30% de jeunes. A travers la mise en œuvre des CEPM/Appui-conseil, les

¹⁶ Rapport interne de RMP de la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu*

¹⁷ Par rapport à l'objectif révisé

¹⁸ Appui-conseil en Petite Irrigation (AC- PI): ce terme est utilisé, dans le cadre du PPI-*Ruwanmu*, pour mettre à l'échelle les connaissances et pratiques apprises dans les CEPM, avec l'appui des meilleurs producteurs des CEPM et des opérateurs

producteurs bénéficiaires ont découvert de nouvelles techniques et technologies, et ont amélioré leur niveau de connaissances et de maîtrise d'une vingtaine de thèmes techniques.

51. Les techniques et technologies adoptées beaucoup plus appréciées des producteurs sont: la densité de semis par spéculation, l'utilisation des semences améliorées, l'application des doses d'engrais minéraux/organiques et produits phytosanitaires, les semis en ligne, culture sur planche de 10 m², la conduite des pépinières, la gestion de l'eau, etc.... Les rapports du projet et les entretiens sur le terrain indiquent que la majorité des producteurs appuyés appartient déjà à des organisations de base et des faïtières. De même, on note qu'environ 20% de stagiaires participant aux CEPM ont des capacités requises pour encadrer d'autres producteurs.

52. L'intervention du projet à travers les CEPM et l'appui-conseil en petite irrigation a développé, chez les bénéficiaires, plus de cohésion sociale, d'esprit associatif, de partage et d'entraide entre producteurs. Elle a également permis l'accès à l'alphabétisation en langues locales et sa valorisation au cours des différentes animations et rencontres (prise de note, rapportage, élaboration de compte d'exploitation, etc.). Cette dynamique de transformations sociales est une opportunité pour aborder progressivement des questions stratégiques et sensibles comme l'accès durable à la terre (au moins de toutes les couches sociales au sein d'une communauté), l'implication de la femme et du jeune dans la production (y compris transformation, commercialisation, etc.) en tant que bénéficiaire direct; toute chose qui facilitera l'investissement dans la production agricole.

53. Il a été constaté que les conditions minimales de réussite du processus de mise en place et animation d'un CEPM dépendent de: (i) la capacité technique des animateurs et superviseurs des CEPM; (ii) le ciblage des apprenants-exploitants motivés par le besoin d'apprendre; (iii) l'identification des contraintes réelles liées au processus de production, de stockage, de transformation et de commercialisation; (iv) la disponibilité et la position du site d'implantation de CEPM; et (v) la disponibilité permanente d'un moyen d'exhaure adapté.

54. **Développement des micro-entreprises rurales (MER) connexes.** Le projet prévoyait d'appuyer 1 200 MER au profit des femmes et des jeunes (activités de transformation et commercialisation, réparation des motopompes, etc.). Mais suite à la 2ème mission de supervision d'avril 2014, une redéfinition des MER¹⁹ a eu lieu et il a été recommandé de surseoir au financement des MER afin de mieux identifier les nouvelles cibles sur la base de la nouvelle définition. C'est dans ce contexte qu'une convention a été signée entre les projets PASADEM et PPI *Ruwanmu* d'une part et SINERGI d'autre part le 29 juillet 2014 pour accélérer le financement des MER.

55. Le travail de SINERGI a couvert quatre (4) principaux volets: (i) cartographie et classification des acteurs (1 706 acteurs et PME de la chaîne de valeur agricole ont été répertoriés suivant 3 outils de classification développés par SINERGI); (ii) montage de plans d'affaires et identification de sources de financement (37 notes d'instructions et 2 plans d'affaires complets ont été développés pour 2 PME, 27 financeurs potentiels ont été identifiés avec 37 demandes de financement soumises pour un total de 995 millions FCFA mais seules 5 notes d'instruction ont été transmises au comité d'Investissement de SINERGI); (iii) mobilisation de financements pour les PME (117 Millions FCFA ont été approuvés pour la Société Sahélienne de Semences HALAL basée à Maradi soit 67 millions FCFA en capital et prêt d'actionnaire de SINERGI et 50 millions FCFA en crédit de campagne de la BAGRI); et (iv) renforcement de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat rural qui concerne le dialogue et le renforcement des relations entre le ProDAF, les Organisations Intermédiaires et le secteur privé.

56. A ce jour, sur les 37 notes d'instruction élaborées et soumises au financement, aucun projet n'a été financé. Cependant, la BAGRI vient d'accepter l'octroi d'un crédit de 50 millions FCFA à la société Halal (financement en cours mais décaissement non encore effectif). Ainsi, après plus de 15 mois de partenariat avec SINERGI, un seul projet a trouvé un financement. Ceci démontre la limite de SINERGI à assurer la mise en relation des PME avec les institutions financières (IF) surtout dans la perspective de mise à l'échelle de cette activité. Cependant, le ProDAF pourra compter sur les chambres régionales de commerce et/ou d'autres partenaires (fonds d'investissement, ONG, bureau d'étude) pour appuyer les PME cibles à accéder aux services non financiers. Ces services seront fournis à trois groupes d'acteurs identifiés à savoir: i) les acteurs agricoles individuels n'ayant pas encore intégré des groupements ou OP, ii) les groupements, OP et MER ayant déjà des AGR ou de micro-entreprises et iii) les PME.

57. **Alphabétisation.** Concernant l'alphabétisation fonctionnelle, le projet a appuyé la mise en place de 36 centres avec système de double cohorte. La toute première campagne 2014-2015 a enregistré 1 919 personnes formées dont 461 femmes adultes (24%) et 940 jeunes (49%), soit 56% de la cible du

¹⁹ Entreprise formelle capable de créer des emplois et payer des taxes

DCP (3 400) qui devait être atteinte sur trois campagnes. Au terme de cette première campagne, 58% des apprenants ont été déclarés alphabétisés (niveau 3/4 et 5/6).

58. En termes d'effets, on note globalement une amélioration du niveau des apprenants; ce qui se traduit par: i) « l'ouverture d'esprit » notamment au niveau des femmes qui s'expriment mieux aux réunions villageoises et donc participent à la prise de décisions; ii) l'amélioration de la participation aux formations (cas des Analyses Agro Ecosystème « AAES » au niveau des CEPM) et la gestion des activités personnelles (tenue des comptes d'exploitation); iii) l'émergence des compétences locales capables d'animer des centres d'alphabétisation au terme du cycle prévu (trois campagnes pour une cohorte). Le taux de fréquentation global des centres est de 87%.

59. **Jardins de case (JDC).** L'activité JDC a été mise en place au profit des femmes des ménages vulnérables n'ayant pas d'accès aux terres irrigables des vallées. Le manque des kits de 20 m² sur le marché a amené le projet à opter pour le kit de 50 m² par binôme ou de 500m² par groupe de femmes. L'inadaptation des kits de micro irrigation a entraîné un certain abandon; cependant il a été réalisé 1 350 JDC soit 8% de l'objectif initial (17 500) et 15% de l'objectif révisé (8 750). Le nombre de femmes concernées est de 1 103 dont 416 jeunes femmes soit 36%. Les effets/ impacts y afférents ont été peu ou pas évalués compte tenu des résultats mitigés de cette activité par rapport à l'objectif de départ. Le choix des techniques/ technologies ne sont pas adaptées pour les zones considérées. L'objectif de JDC étant l'amélioration de la qualité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables n'ayant pas accès aux terres de vallée, il est important que cette activité se poursuive à travers des techniques plus adaptées au contexte local. Par ailleurs, une étude approfondie sur les effets générés par les JDC à ce jour devrait être réalisée avant de poursuivre cette activité dans le cadre du ProDAF.

Renforcement des capacités des organisations rurales

60. Le renforcement des capacités des organisations rurales (ingénierie sociale) a porté sur la mise en place et l'animation continue de cadres de concertation, de réflexion, de plaidoyer et de prise de décisions en lien avec l'intervention du projet. Ainsi au niveau des BV et bassins de production, le projet a appuyé la mise en place et le renforcement des capacités de: i) 20 AUE (100%); ii) 11 COGES au niveau des sites de BV traités (fixation de dunes, ensemencement et plantations); iii) 44 brigades d'entretien routier (BER) sur 12 prévues (366%)²⁰; iv) neuf (9) cadres de concertation fonctionnels autour des marchés dénommés *Hadin Gwiwa* (100%). Les AUE et les COGES d'une part et les BER d'autre part, se sont déjà positionnés pour prendre en charge respectivement la gestion des ressources en eau et l'entretien des pistes en cours. D'ores et déjà, plusieurs activités de sensibilisation des populations ont été menées par ces structures dans leurs zones respectives. Malgré que les 123 km de pistes rurales aient un niveau d'exécution très faible et que les infrastructures marchandes (comptoirs et plateformes de collecte) ne sont pas encore réalisées, l'ingénierie sociale est très avancée au niveau des trois régions d'intervention du projet.

61. La mission a noté sur le terrain une forte interaction et un engagement des AUE et des COGES qui travaillent ensemble autour de la problématique de la gestion des ressources en eau en vue de créer les conditions d'une production soutenue des cultures irriguées dans la zone d'intervention du projet. Elle a noté également l'originalité de la démarche qui a consisté à mettre en place les COGES avant même le démarrage des travaux de traitement des bassins versants de sorte que ces COGES ont été impliqués voire responsabilisés dans toutes les étapes de conduite de l'activité (ciblage des bénéficiaires du *cash for work*, gestion du matériel, supervision des travaux mécaniques et des opérations de paiement etc.).

62. Cependant, les AUE et les COGES sont des structures encore fragiles, fortement liées à l'appui du projet. Une stratégie de retrait progressif du projet doit être envisagée dès le départ en lien avec les communes qui doivent assurer la maîtrise d'ouvrage des investissements. Les AUE et les COGES n'ont pas un lien étroit avec les *Hadin Gwiwa* alors qu'ils travaillent tous sur une même filière comme l'oignon et la canne à sucre (protection et gestion de l'eau, production et mise en marchés des produits).

63. Les cadres de concertation *Hadin Gwiwa* et les BER ont atteint un degré de maturité qui leur permet d'avoir une meilleure connaissance des flux des produits phares de chaque marché et des bassins de production qui alimentent les marchés. Le démarrage de l'interaction entre ingénierie sociale et ingénierie civile (intervention du cabinet technique qui a élaboré l'avant-projet sommaire des marchés, présenté et validé avec les acteurs) se révèle un élément pertinent de l'approche mettant de plus en plus

²⁰ Le PPI a passé d'une approche communale initialement prévue dans le document de conception à une approche pôle de développement économique ayant nécessité la révision à la baisse de la plupart des indicateurs du cadre logique. Pour le cas des BER, elles ont été finalement mises en place au niveau de chaque village traversé par les 123 km en cours dans la région de Zinder au lieu des brigades communales prévus par le DCP

ces acteurs en confiance. L'ingénierie sociale est très avancée au niveau de 9 sites²¹ dont Gourjia dans la région de Maradi, Awillikiss, Kehéhé, Dogueraoua et Sabon Guida dans la région de Tahoua, Baban Rouwa, Bandé, Doungou et Guidimouni dans la région de Zinder. Si l'ingénierie sociale a favorisé une mobilisation de l'ensemble des acteurs (producteurs, commerçants, transporteurs, transformateurs, intermédiaires, dockers, communes, etc.) et l'acquisition des sites devant abriter les infrastructures des marchés, l'aspect gestion reste insuffisamment claire pour tous les acteurs. En effet, les rôles du GIE en charge de la gestion du marché et du *Hadin Gwiwa* qui doit rester un cadre de concertation, ne sont pas suffisamment compris par tous. L'animation appuyée par les CRA au niveau des trois régions a eu peu de résultats sur cet aspect lié certainement à l'inexpérience²² des animateurs et à leur charge de travail.

64. Le partenariat développé par le projet pour la mise en œuvre des activités d'ingénierie sociale a concerné surtout les CRA pour l'animation des cadres de concertation et les GSC/ONG pour l'appui à la petite irrigation et l'alphabetisation. Ce partenariat n'a pas été développé avec les organisations faîtières (unions et fédérations des OP) et les groupements MMD qui étaient identifiés dans le DCP comme des partenaires de mise en œuvre particulièrement en ce qui concerne la mise en place des boutiques d'intrants agricoles (BIA), la promotion du leadership féminin et la mise en œuvre d'activités en lien avec la nutrition(JDC). L'existence d'un dispositif d'approvisionnement²³ en intrants appuyé par les autres projets et la Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA) a amené le PPI à sursoir à la mise en place des BIA. Le renforcement institutionnel prévu avec les fédérations des organisations paysannes n'a pas été véritablement enclenché. Pour les groupements MMD, la mise en œuvre des JDC, qui devrait faciliter leur rapprochement avec le projet a été confiée à la Cellule de Recherche-Action Concertée à la Gestion des Ressources Naturelles (CRAC-GRN) qui n'a pas pris en compte l'ancrage aux MMD même si certaines femmes bénéficiaires en sont membres. Aussi, des raisons d'insuffisances budgétaires n'ont pas permis au projet de signer, à l'image du PASADEM, des conventions de collaboration avec ces structures.

65. L'ingénierie sociale a produit des effets importants en termes de prise de conscience par les AUE et COGES des enjeux environnementaux et de gestion des ressources en eau. Ces structures mènent des activités de sensibilisation ayant déjà occasionné une réduction des pertes en eau (à travers le remplacement des jarres en banco par des bidons plastics) au niveau des ménages. Quant aux cadres de concertation au niveau des plateformes de commercialisation, leurs activités ont permis l'estimation des quantités de produits transitant annuellement sur les marchés (60 000 tonnes d'oignon à Sabon Guida et 54 000 tonnes de canne à sucre à Bandé; 20 164 tonnes de poivron à Gourjia) servant non seulement de situation de référence pour l'évaluation de l'impact du projet en termes d'augmentation des flux sur les marchés mais aussi au calcul de rentabilité économique et financière. De plus cette maîtrise des flux a facilité la conception des plans des marchés en intelligence avec l'ingénierie civile.

Composante B: Développement d'infrastructures économiques

66. Cette composante vise l'amélioration de l'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur commercialisation à travers la construction/réhabilitation de: (i) 150 km de pistes de désenclavement de la production; (ii) 30 plateformes de collecte; et (iii) 2 comptoirs de commercialisation de l'oignon et de la canne à sucre.

Tableau 3: Réalisations physiques des activités majeures de la composante B au 31 octobre 2015

Volet	Objectif initial	Objectif révisé	Réalisation	% exécution physique ²⁴
Pistes rurales ²⁵	150	123	123	100
Plateformes de commercialisation ²⁶	32	9	0	0
Construction sièges URGP/ProDAF	0	2	2	100

²¹ La mise en place des cadres de concertation *Hadin Gwiwa* a concerné au total 12 sites mais l'animation a été intensifiée sur les 9 sites retenus pour la construction des infrastructures. Les trois autres sites dont 2 à Maradi (Baramaka et Madarounfa) et 1 à Tahoua (Bagaguichiri), l'animation a juste été amorcée

²² Pour le cas du PASADEM, l'animation sur l'aspect gestion a été assurée par une autre ONG, AcSSA Afrique Verte

²³ Une enquête menée par le projet révèle que 51% des producteurs s'approvisionnent au niveau de la CAIMA, 27% au niveau des BIA locales et 11% au niveau des marchés locaux ou au Nigeria. Près de 90% des producteurs sont satisfaits du dispositif d'approvisionnement en place

²⁴ Par rapport à l'objectif révisé

²⁵ En cours de construction/réhabilitation

²⁶ Financement sur un autre guichet du ProDAF en 2016

Sous-composante B.1: Réhabilitation/construction des pistes rurales de désenclavement des zones de production

67. L'objectif de cette sous-composante est de désenclaver les bassins de production maraîchère en petite irrigation à travers la réhabilitation/construction de 150 km pistes rurales et de faciliter les transactions (points de collecte et comptoirs) autour des organisations renforcées (Composante A).

68. Sur une prévision initiale de 150 km de pistes rurales répartis dans les trois (3) régions, un linéaire de 123,19 km subdivisés en trois (3) tronçons sont en cours de construction/réhabilitation dans la région de Zinder. Les niveaux d'avancement des travaux sont de: (i) 20% pour le lot 1 (tronçon Guidiguir-Gassafa-Falama: 31,95 km) pour un délai consommé de 93%; (ii) 43% pour le lot 2 (tronçon Bandé-Eddoh-Baban Ruwa: 48,54 km) pour un délai consommé de 83%; et (iii) 35% pour le lot 3 (tronçon Matamèye-Doungou-Majéma: 42,72 km) pour un délai consommé de 92%. Tous les 3 lots des travaux accusent un retard important et aucun des tronçons ne peut être terminé dans les délais contractuels. L'exécution de ces travaux sera en conséquence poursuivie en 2016.

69. Les tronçons de pistes retenues dont les travaux sont en cours répondent aux besoins de désenclavement en reliant les bassins de production aux centres de collecte et aux marchés de demi gros en adéquation avec la stratégie du FIDA. La mission a confirmé le constat fait par la mission de supervision de mai 2015 en notant que les délais proposés par le DAO des pistes n'ont pas été dimensionnés en tenant compte des difficultés de terrain, du volume des travaux à réaliser, de la capacité et du niveau d'organisation des entreprises. Par ailleurs, les insuffisances dans la caractérisation des carrières de matériaux latéritiques (qualité, quantité) ainsi que leur éloignement constituent une difficulté majeure dans la mise en œuvre des travaux.

70. **Dispositif commun d'exécution des pistes rurales.** Ce dispositif visait une gestion coordonnée de la construction /réhabilitation des pistes rurales dans le respect des schémas directeurs régionaux (environ 550 km de pistes sur des financements PPI *Ruwanmu*, PASADEM, PUSADER+, PAMIRTA). Les neuf (9) agents du dispositif recrutés en août 2014 ont été redéployés dans les régions conformément à l'approche de régionalisation du ProDAF.

Sous-composante B.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles

71. L'objectif de cette sous-composante est d'améliorer la collecte et la commercialisation de la production issue de la petite irrigation des zones cibles avec la construction d'infrastructures économiques communautaires. En parallèle du renforcement des capacités des OP et acteurs impliqués dans la gestion de ces infrastructures et sur la base d'une évaluation de leurs capacités et de leur besoins en la matière, le projet devait construire des plateformes de collecte au niveau de chacune des 30 communes ciblées et deux comptoirs de commercialisation.

72. **Plateformes de commercialisation.** En conformité avec l'approche PDE, les cibles du projet ont été revues et portent actuellement sur la construction de deux (2) comptoirs et de sept (7) Centres de Collecte Satellitaires (CCS). Les études de faisabilité technique et architecturale ont été conduites par le bureau d'études AGECRHAU pour les neuf (09) sites dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Tout le processus de ces études est terminé, les rapports définitifs de l'APD sont disponibles. Le projet de DAO est en attente de validation par les acteurs concernés.

73. A l'issue des études ci-dessus mentionnées, il ressort que le standard retenu (spécifications techniques) diffère significativement de celui projeté dans le DCP. Il en est de même pour le coût unitaire qui passe d'environ 12 millions de FCFA dans le DCP à un coût variant de 322 millions pour Baban Rouwa à 565 millions FCFA pour Guidimouni (estimation issue de l'étude). Cette situation fait suite à la recommandation de la troisième mission de supervision qui invitait le projet à rechercher les fonds de réalisation des plateformes de commercialisation à travers un autre guichet. A cet effet, la construction de ces infrastructures est prévue dans le PTBA 2016 du ProDAF à travers le guichet OFID3.

Autres infrastructures

74. **Sièges des URGP/ProDAF (Tahoua et Zinder).** Le siège de Tahoua est terminé et occupé depuis octobre 2015. Celui de Zinder est au stade de finition (réception technique faite le 18 novembre 2015). Il est prévu que les locaux soient occupés avant la fin du mois de décembre 2015.

F. État d'avancement de l'exécution du projet

Coordination et gestion du projet

75. **Comité de Pilotage.** Depuis le démarrage du PPI *Ruwanmu*, le comité de pilotage (CP) du projet a régulièrement tenu ses sessions pour la validation des rapports annuels et l'approbation des PTBA. Le CP s'est impliqué dans le suivi des activités du projet en organisant des visites ponctuelles des réalisations du PPI *Ruwanmu* en marge des sessions. Le CP participe également aux missions de supervision conjointe du projet.

76. **Coordination interne.** Des réunions du personnel clé de la CNC sont organisées chaque semaine. Au niveau régional, une réunion regroupant la CRC et les opérateurs partenaires est organisée mensuellement. Chaque trimestre, une réunion pour l'ensemble des cadres du projet (CNC et CRC) est tenue à Niamey ou dans l'une des trois régions d'intervention. Au cours de ces réunions, l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA est examiné et une programmation mensuelle/trimestrielle est arrêtée sur la base des rapports d'activités produits par les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du projet.

77. **Gestion administrative.** La gestion administrative du projet a été marquée par: i) le renforcement du dispositif d'encadrement des CRC avec le recrutement des responsables des volets et de leurs assistants entre février et mai 2014; ii) la régionalisation de la gestion du projet à partir du 1^{er} juillet 2014 avec l'ouverture des comptes d'opérations au niveau régional. La séparation des dispositifs PPI *Ruwanmu*–PAC conjugué au besoin d'harmonisation du dispositif du projet au niveau régional avec celui du PASADEM recommandé par la 2^{ème} mission de supervision a eu comme conséquence majeure le passage du personnel du PPI *Ruwanmu* de 25 agents en 2013 à 69 agents en 2014, toutes catégories confondues, soit un triplement de l'effectif. La logistique a également été triplée passant de quatre (4) véhicules initialement prévus à 13 véhicules en 2014 dont six (6) acquis sur fonds du PPI *Ruwanmu* et le reste hérité des projets IRDAR RCI – PAC 2 et PUSADER.

78. **Mise en œuvre des recommandations de la mission précédente.** Les recommandations des missions de supervision sont globalement mises en œuvre avec un taux d'exécution satisfaisant. A titre indicatif, sur les 56 recommandations formulées par la mission de supervision de mai 2015, 28 ont été entièrement mises en œuvre soit un taux de réalisation de 50%, 17 l'ont été partiellement (30%). Il y a trois (3) recommandations dont la date n'est pas encore échue (5%) et huit (8) qui n'ont pas connu de mise en œuvre (14%) et qui sont prévues pour être exécutée dans le cadre du ProDAF.

79. **Appui des institutions nationales.** Dans le cadre de la réalisation de ses activités, le projet a bénéficié des appuis du Ministère de l'Agriculture (MAG), du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), du HC3N, des Gouvernorats et des Conseils Régionaux de Maradi, Tahoua, et Zinder. Ces appuis ont facilité la mise en œuvre du PPI *Ruwanmu* et contribué à l'atteinte de ses objectifs. En particulier, les échanges avec la tutelle (MAG) s'effectuent de manière transparente et régulière grâce aux relations de confiance développées par le management du projet, fort d'une longue expérience. Le projet rend compte régulièrement au MAG sur l'état d'avancement de l'exécution des activités, en particulier l'exécution des activités en lien avec l'i3N. Le projet a également fait recours aux services compétents du MAG pour la supervision des activités relevant de leurs domaines de compétence.

80. **Appui du FIDA.** L'appui fourni par le FIDA se réalise à travers les missions conjointes de supervision directe incluant le Chargé de Portefeuille (CPM), le Chargé d'appui au programme pays (CPO) et des équipes compétentes de consultants internationaux et nationaux avec l'appui des assistants techniques du GATE du Programme FIDA au Niger. Ces missions ont permis de traiter les différents domaines d'intervention du PPI *Ruwanmu*. Le FIDA a toujours été réactif et prompt dans le traitement des dossiers soumis à son appréciation (approbation PTBA, non objection, paiement des DRF, etc.). Des réponses sont données dans les délais les plus courts possibles et ont très souvent permis de résoudre en grande partie les contraintes dans l'exécution du projet. Le FIDA a aussi accompagné le projet en matière de renforcement de capacités des équipes du projet par la mobilisation de consultants avec de l'expertise avérée et qui a permis l'amélioration qualitative de la mise en œuvre des activités (Groupe Huit pour les infrastructures, consultants sur les marchés, sur le suivi évaluation, sur la gestion administrative et financière, voyages d'étude en Tanzanie sur les marchés de demi gros, etc.).

81. **Synergies d'actions.** Pour améliorer l'efficacité de ses interventions sur le terrain, le projet a développé en plus de l'articulation de ses activités avec le PASADEM, des synergies d'actions avec un

certain nombre de PTF qui financent des activités de développement et/ou d'assistance aux différentes catégories de populations. Entre autres partenaires, il faut citer: (i) le PAM (gestion durable de terre); (ii) la GIZ dans le domaine de la petite irrigation; (iii) la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération (CMNNC) et le projet d'Appui à la Compétitive et à la Croissance (PRACC) dans le domaine du commerce transfrontalier; et (iv) les partenaires scientifiques (INRAN, AGRHYMET, UAM et Gembloux) sur la diffusion des techniques et technologies novatrices pour l'amélioration de la productivité, l'adaptation au changement climatique et le suivi environnemental.

82. Le partenariat avec le PAM s'est concrétisé dans le traitement des BV sur 5 sites de convergence²⁷ incluant Wacha, Dan bako, Badé dans la région de Zinder, Golom dans la région de Maradi et Tourouft dans la région de Tahoua. Sur ces sites, le PAM a pris en charge les travaux d'aménagements mécaniques réalisés à travers: (i) la confection des demi lunes, (ii) la réalisation des tranchées, (iii) la réalisation des cordons pierreux; (iv) la confection des haies vives et des brises vent; et (v) la fixation de dunes auxquels s'ajoutent l'aménagement des plans d'eau et des aires de pâturages colonisés par les espèces envahissantes (faucardage).

Genre et ciblage

83. **Ciblage et Portée.** Le PPI *Ruwanmu* devait cibler plus particulièrement: (i) les petits exploitants agro-pasteurs²⁸; (ii) les ménages vulnérables n'ayant ni terre ni accès à des parcelles en vallée; (iii) les organisations de producteurs de base et leurs faîtières; et (iv) les communes rurales en tant que maître d'ouvrage du développement local. Une attention particulière devait être donnée aux femmes et aux jeunes avec, parmi les bénéficiaires directs, au moins 30% de femmes et 30% de jeunes, engagés dans des activités de production ou connexes (artisans, transformation, commercialisation). A cet effet, un ciblage direct d'activités spécifiques pour les femmes et les jeunes, et les ménages plus vulnérables, était prévu, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la micro-finance, du leadership des femmes (groupement MMD) et de la création d'emplois ruraux connexes au sous-secteur de la petite irrigation.

84. Le PPI *Ruwanmu* a effectivement adopté une stratégie basée sur le ciblage géographique et socio-économique en conformité avec les orientations contenues dans le DCP. L'adoption de l'approche géographique et socio-économique a constitué un facteur important d'efficacité et a permis au projet de répondre aux priorités des communes au sein des PDE ciblés. Il convient cependant de noter que le ciblage socio-économique n'est pas toujours appliqué par le fait que les investissements d'aménagement des surfaces sont soumis à des conditions qui limitent parfois la participation des exploitants extrêmement vulnérables. Le ciblage direct d'activités spécifiques destinées aux femmes et aux jeunes ainsi que les ménages les plus vulnérables est appliqué notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (JDC, traitements de bassins versants), du leadership des femmes (alphabétisation fonctionnelle) et de la création d'emplois ruraux connexes au sous-secteur de la petite irrigation.

85. En termes de portée, à mi-parcours on estime à 311 297 personnes ayant bénéficié des activités du projet au nombre desquelles 72 336 (23%) sont des femmes adultes et 86 456 (28%) sont des jeunes. En termes de nombre de ménages touchés, on note 44 471 ménages bénéficiaires soit 68% de la cible du DCP (65 000 ménages). En fin 2016, si les prévisions du PTBA se confirment, le nombre de ménages touchés sera d'environ 50 292 (352 045 bénéficiaires), soit environ 77% de la cible du projet.

86. **Prise en compte du Genre.** Le PPI *Ruwanmu* s'est doté d'une stratégie « Développement Equitable et Autonomisation des femmes et des jeunes (SDEA/FJ) qui prévoit: i) la fixation de quotas minimaux de participation de ces groupes dans toutes les activités et dans les instances de décisions en vue de réduire les inégalités dans l'accès aux opportunités économiques et la prise de décision (au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes hommes et femmes) et ii) l'identification des activités spécifiques pour les femmes et les jeunes. Il s'agit à travers ce document de créer les conditions d'un accès équitable aux opportunités qu'offre le projet ainsi qu'aux bénéfices qui en découlent.

87. La mise en œuvre de cette stratégie a permis l'obtention des résultats suivants: la participation des femmes et des jeunes dans les activités mixtes représentant respectivement 22% et 30% pour les CEP, 15% et 24% pour la petite irrigation et 28 et 26% pour le traitement des BV. Ces faibles taux s'expliquent par le fait que les femmes et les jeunes sont les plus touchés par la difficulté d'accès au

²⁷ Sur un total de 11 sites couverts par le projet

²⁸ Ces petits exploitants agro-pasteurs incluent les propriétaires de parcelles familiales irrigables, disposant déjà de moyens de captage, d'exhaure et de distribution de l'eau; les petits exploitants agro-pasteurs, propriétaires ou non de parcelles irrigables, disposant uniquement d'un moyen de captage de l'eau; et les petits exploitants agro-pasteurs, propriétaires ou non de parcelles irrigables, ne disposant d'aucun moyen de captage, d'exhaure ni de distribution de l'eau

foncier et disposent d'un faible pouvoir d'achat. L'ensemble de ces activités ont contribué à l'amélioration de l'état nutritionnel des bénéficiaires.

88. En matière de prise en compte des femmes et des jeunes dans les organisations rurales, on note 28 groupes des ressources naturelles (AUE et COGES) comptant des femmes dans leurs instances de décision sur une cible de 30 soit 93%. Cela a permis aux femmes d'avoir une meilleure appréciation de la problématique liée au changement climatique et à la gestion des ressources naturelles. Toutefois sur la base des entretiens conduits sur le terrain, la qualité de cette participation reste marginale, car les places occupées par les femmes au sein de ces structures ne leur donnent pas la capacité d'influer sur la prise de décisions.

Suivi-évaluation

89. **Système de suivi-évaluation (SSE).** Conformément au DCP, le SSE du PPI *Ruwanmu* a été mis en place de concert avec tous les acteurs impliqués et tient compte des principes et outils de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et du Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI) spécifique au FIDA. Il a été articulé autour de six (6) niveaux inter reliés: (i) Organisations Paysannes (OP) et Instances Rurales (AUE, COGES, etc.) participants dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation à la base; (ii) Partenaires d'appuis (GSC, ONG et STD) et autorités (accompagnement des communautés); (iii) Communes (maîtrise d'ouvrage); (iv) les CRC et la CNC du projet (coordination et développement des partenariats) et Superviseurs (appui/contrôle et diffusion des expériences).

90. Le projet a conduit des actions de renforcement des capacités au profit des partenaires en matière de suivi-évaluation (SYGRI, suivi nominatif, SIG, CEPM, etc.) pour qu'ils puissent opérationnaliser le dispositif de SE à leur niveau. Des fiches ont été mises à leur disposition pour faciliter la collecte des données et leur permettre d'élaborer des rapports de qualité à transmettre régulièrement au projet. La leçon qui en découle est que pour une meilleure atteinte des résultats avec les partenaires d'appui, une attention particulière devrait être accordée à la gestion des conventions et contrats. Depuis 2013, l'équipe du projet a bénéficié d'un accompagnement d'une consultante experte en SE pour les aspects notamment liés à l'harmonisation des outils et méthodes avec le PASADEM.

91. **Manuel de SE.** La politique d'harmonisation des interventions du PPI/*Ruwanmu* et PASADEM engagée depuis 2013, en perspective de l'avènement du ProDAF a permis de capitaliser tous les outils et méthodes du système de SE dans un document unique qui décrit le cadre global de fonctionnement du système. La plupart de mécanismes harmonisés sont déjà appliqués dans les deux projets.

92. **Base de données (BD).** La BD unique du programme Niger FIDA, mise en place avec l'appui de consultants internationaux est opérationnelle et sert beaucoup dans la consolidation technique des informations (rapports d'avancements physique et financier des activités du projet, présentations des projets, notes de capitalisation). Cependant la mise à jour des modules sur la passation de marchés et le SIG restent à compléter.

93. **Cadre logique (CL).** Les valeurs cibles de certains indicateurs du cadre logique du projet ont fait l'objet de révision lors de la dernière mission de supervision de mai 2015. Les indicateurs ont ainsi été revisités par la mission et validés; certains ont été ajustés pour les mettre en lien avec le CL tel que consigné dans le DCP; une situation actualisée au 31 Octobre 2015 de tous les indicateurs a été établie et les commentaires explicatifs des écarts entre les prévisions et les réalisations ont été fournis.

94. **Situations de référence.** Trois types de situations de référence ont été établis pour le suivi des effets/impacts. Une relative aux indicateurs SYGRI conduite en 2012 sur fonds du PUSADER, la seconde par rapport aux autres indicateurs du CL réalisée au cours du second semestre 2013 et la troisième concernant le dispositif de ciblage nominatif, en fin 2014.

95. **Etudes thématiques.** Diverses études thématiques ont été réalisées par le projet dans le cadre de la RMP avec l'appui des Assistants techniques du GATE et d'autres sont en cours de concert avec le PASADEM à travers le partenariat scientifique avec des institutions de recherches (Universités de Maradi, de Niamey, de Gembloux, ICRISAT, AGRHYMET, AGRINOVIA). Les études réalisées ont positivement contribué à la mise en œuvre du projet.

96. **Dispositif de suivi participatif.** La méthode de ciblage nominatif et participatif des bénéficiaires développée avec succès par le PPILDA a été mise en place au niveau d'un échantillon de 10% des villages d'intervention (36 villages et 13 838 ménages). Il s'agit à travers ce dispositif d'apprécier de façon précise les effets/impacts induits par les activités du projet sur les groupes cibles et d'améliorer la participation des plus vulnérables à ces dernières. La situation de référence nominative des bénéficiaires a été établie et l'enquête d'actualisation de ces données est envisagée dans le cadre du rapport

d'achèvement du projet en 2017. Compte tenu de l'importance de ces informations pour l'appréciation des changements induits sur les bénéficiaires, ce dispositif mérite d'être capitalisé dans le cadre du Suivi Evaluation du ProDAF.

97. **En matière de système d'information géographique (SIG)**, une cellule bien équipée a été mise en place en collaboration avec le PASADEM. Plusieurs cartes ont été produites avec un *design* acceptable. Cependant, il est à noter que le système est insuffisamment utilisé comme outil de planification et de pilotage pour le projet.

98. **Gestion des savoirs et communication.** En matière de gestion des savoirs, un dispositif interne de production, validation et diffusion des documents et notes de capitalisation a été mis en place avec l'utilisation d'une variété d'outils appliqués, de la production des documents à leur diffusion. Le système a connu une évolution positive en 2015 et des documents de meilleure qualité ont été produits avec une vue plus précise des expériences capitalisées et l'adoption d'un canevas unique avec le PASADEM. Ainsi, 13 documents ont été produits et diffusés par l'équipe avec une insertion dans les plateformes nationales existantes comme le site du RECA et le bulletin MANOMI du Ministère de l'Agriculture.

99. **En matière d'harmonisation des actions**, on note plusieurs partenaires intervenant dans les thématiques clés du projet - Petite irrigation, Aménagements des bassins et pistes rurales. Des cadres de concertation existent dans les régions mais avec une efficacité timide se traduisant par une très faible harmonisation technique et géo spatiale des interventions à l'échelle des régions avec un dialogue limité entre partenaires.

G. Aspects fiduciaires

100. **Gestion financière.** La gestion globale du PPI *Ruwanmu* s'est faite dans le respect des accords de financement et des réglementations en vigueur au Niger. Le Service du Contrôle Financier du FIDA a sélectionné le PPI *Ruwanmu* du Niger pour expérimenter la méthode simplifiée de décaissements avec la méthode dite de la DRF électronique. Les projets sélectionnés à cet effet l'ont été pour leur performance en gestion financière, les audits certifiés de leurs comptes avec une opinion favorable par des cabinets indépendants et enfin, pour leur maîtrise du progiciel de gestion financière.

101. **Mobilisation des financements des bailleurs de fonds.** A la date du 31 octobre 2015, le bilan financier indique une mobilisation effective de 18,8 millions USD, soit **79%** du financement global. Par source de financement, la mobilisation est de **87%** sur le prêt FFE, **77%** sur le prêt FIDA, **100%** sur le don FIDA et **37%** sur la contrepartie de l'Etat (valorisation des exonérations obtenues). Après inclusion de trois DRF dont une en cours de traitement au FIDA et deux en cours de finalisation au niveau du projet, le taux de mobilisation effective passera à 20, 6 millions d'USD, soit **87%** du financement global avec **97%** sur le prêt FFE et **88%** sur le prêt FIDA.

102. Il ressort de ce qui précède que les financements du FIDA et de la Coopération espagnole seront épuisés en 2016. Le FIDA a démarré le processus de recouvrement des avances. L'achèvement et la clôture peuvent se produire en 2017 et le projet pourra ainsi anticiper d'un an les dates d'achèvement et de clôture prévues respectivement le 31 mars 2018 et le 30 septembre 2018, dans les accords de financement.

103. **Exécution financière par composante.** Les taux d'exécution financière cumulée en francs CFA, toutes sources de financement confondues, est de 79% au 31 octobre 2015. Par composante, ils s'établissent comme suit: i) 64% pour la Composante A: "Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation"; ii) 82% pour la composante B "Développement d'infrastructures économiques"; et 133% pour la composante C « Gestion et coordination du projet, suivi-évaluation et dialogue politique » incluant le dispositif d'Assistance technique. Les taux d'exécution prévisionnel au 31 décembre 2015 portent le taux global à 83% avec respectivement pour chaque composante: 65%; 96%; et 135%. Le taux relativement élevé de la composante C s'explique par la prise en compte des dépenses non prévues et des dépassements budgétaires notamment au niveau du suivi-évaluation et dialogue politique.

104. **Exécution du PTBA 2015.** L'exécution au 31 octobre 2015 du PTBA global de 4,8 milliards CFA est à **85%**; elle est détaillée comme suit: composante A: 83%; composante B: 82%; composante C: 99%. Avec les engagements à décaisser en novembre et décembre, le taux prévisionnel au 31 décembre 2015 est de **95,7%** détaillé comme suit: composante A: 89%; composante B: 98% et composante C: 105%.

105. Le **PTBA 2016** est d'environ 1 milliard de F CFA, dont 185 millions prévus en numéraire sur la contrepartie; son exécution permettra d'atteindre un taux d'exécution global final de 92%, avec respectivement pour chaque composante: 68%; 126% et 137%.

106. **L'exécution cumulée par catégorie**, y compris les DRF en cours, se présente comme suit pour le prêt FFE (73% des financements globaux): i) Génie civil et rural: 67%; Biens, Véhicules et Equipements: 87%; Formation, Etudes, Ateliers, Assistance technique et Contrats: 104%; Salaires et Coûts de Fonctionnement: 101%.

107. **Contrepartie de l'Etat.** Elle présente au 31 octobre 2015, un taux de décaissement de 37%. Ce taux s'explique surtout par la prise en compte sur les prévisions du COSTAB de la taxe sur toutes les dépenses du projet, alors que certaines sont déjà exonérées par les lois des finances (achats des kits d'irrigation, intrants agricoles, etc.). Le faible taux de décaissement enregistré pour la contrepartie de l'Etat n'a donc pas impacté négativement la mise en œuvre du projet.

108. **Recommandations.** En vue d'améliorer davantage les procédures et pratiques de gestion financière, les recommandations suivantes sont formulées pour les équipes devant gérer le ProDAF:

- i) Avant l'achèvement du PPI Ruwanmu, le projet doit régulariser les exonérations de TVA qui n'avaient pas été obtenues en 2014;
- ii) Au niveau de chaque UGRP et au niveau CENAT: en sus de la maîtrise des coûts par financement et par catégorie, le programme doit mettre en œuvre de façon régulière (mensuellement) un système de validation des coûts par activité et commenter succinctement les dépassements ou reliquats éventuels qui sont autorisés par les avis de non objection dans les cas où ils sont significatifs. Le budget par activité n'étant en général révisé qu'une fois en milieu d'année et saisi dans le logiciel (budget initial et révision). L'exécution financière sera appréciée à deux niveaux: selon les décaissements (incluant les avances non encore justifiées) et selon les réalisations financières qui n'incluent pas les avances non justifiées mais qui incluent les factures enregistrées mais non encore payées;
- iii) Emettre les chèques à l'ordre de l'entité qui a signé le contrat et émis la facture. Le programme ne doit pas accepter les procurations ni les demandes écrites sur la facture pour paiement à un individu lorsque le contrat est conclu avec une personne morale;
- iv) S'attacher les services d'un avocat ou conseiller juridique pour clarifier la situation relative à un contrat où un agent a signé à la place du Directeur sans indiquer qu'il s'agit d'une signature par ordre. Le projet pourra ainsi savoir quelle procédure mettre en œuvre, le Directeur voulant à présent assurer les signatures relatives à ce contrat;
- v) Payer chaque salarié par chèque individuel et éviter d'émettre un chèque groupé qui entraîne un paiement par « billettage »;
- vi) Comptabiliser le paiement des salaires nets (422 à Banque) en une seule pièce de banque pour les chèques avec comme libellés « Chèques N°XXX à YYY), l'écriture analytique étant faite uniquement sur les comptes de charges (comptes 66 XXX salaires);
- vii) Pour les relations avec les partenaires d'exécution (GSC, ONGs) sélectionnées sur la base de diagnostic technique et financier: adopter, sur le plan fiduciaire, les procédures des projets précédents (PAC2) en classant les organisations selon des niveaux de structuration et de performance passée. Selon le niveau auquel le partenaire se situe, les procédures suivantes seront définies et précisées dans la convention de partenariat:
 - détailler les activités couvertes par le budget octroyé aux partenaires;
 - déterminer le montant de l'avance de démarrage sans demande de caution (la caution ne sera demandée qu'aux entreprises, bureaux d'études et autres entités ayant une capacité financière);
 - définir le calendrier de paiement mensuel ou trimestriel;
 - préciser dans la convention la conservation des pièces comptables originales par le partenaire ou par le projet;
 - indiquer le calendrier de reporting: mensuel ou trimestriel;
 - organiser des missions de suivi, d'appui et d'encadrement comptable et financier par le SAF de l'UGRP auprès des partenaires d'exécution.

H. Analyse économique et financière

109. L'analyse économique et financière (AEF)²⁹ porte sur quatre éléments principaux qui avaient été pris en compte à la conception: petite Irrigation, pistes, plateformes de commercialisation et traitement de bassins versants. Les autres investissements sont considérés comme bénéfices indirects.

110. La mission de revue a constaté que les rendements ont été satisfaisants par rapport aux projections faites à la conception. En moyenne, on enregistre augmentation de 30% pour une exploitation type (voir tableau 4 ci-dessous) dans les trois régions d'intervention du projet. Ces importants gains de rendements montrent que l'hypothèse, faite à la conception du projet, d'une augmentation des rendements de 20% dans la « situation avec projet » est réaliste et peut être maintenue dans la révision de l'AEF lors de la RMP. Ces fortes augmentations de rendement imputables à l'appui du projet montrent toute l'importance de l'appui du projet et confirme l'hypothèse que sans projet les producteurs sont très loin de l'optimum à cause des difficultés d'accès aux intrants, de la faible fertilité du sol voire même la non maîtrise des techniques de productions.

Tableau 4: Augmentation de rendement des cultures maraichères

Cultures	Rendements sur les ha aménagés (tonne/ha)		Augmentation avec projet (%)
	Sans projet	Avec projet	
Oignons	26	34	30%
Tomate	20	23	15%
Chou	12	15	25%
Patate Douce	18	31	72%
Canne à sucre	30	33	10%
Moyenne			30%

111. Les résultats financiers obtenus (tableau 5 ci-dessous) indiquent que l'adoption des technologies proposées par le projet permet à l'exploitant d'améliorer sa situation financière dans la production de toutes les spéculations. Les marges bénéficiaires moyennes s'accroissent de 78%, plus spécifiquement 10% pour le Chou, 23% pour la Canne, 26% pour la Patate Douce, 149% pour la Tomate et 178% pour l'Oignon. La valeur actuelle nette (VAN) sur un hectare, au taux de 12% sur une période de 10 ans, est partout positive et s'établit à environ 824 000 FCFA pour l'Oignon, 705 000 FCFA pour le Chou, 43 000 FCFA pour le Chou, 120 000 FCFA pour la Canne et 800 000 FCFA pour la Patate Douce. Les taux de rendement internes financiers (TRIF) sont très élevés (supérieurs à 36%), compte tenu de la rentabilité soutenue du maraichage et du coût relativement faible du modèle d'exploitation. La rémunération de la main-d'œuvre familiale s'améliore aussi significativement au niveau de toutes les cultures.

Tableau 5: Récapitulatif des résultats financiers

Tableau Récapitulatif											
Sur 1 hectare		Oignon		Tomate		Chou		Canne		Patate Douce	
		Sans projet	Avec projet	Sans projet	Avec projet	Sans projet	Avec projet	Sans projet	Avec projet	Sans projet	Avec projet
Incremental	FCFA	463 000	1 795 641	543 400	1 646 259	531 000	592 174	868 500	1 123 000	1 236 500	1 675 000
	Δ%	178%		149%		10%		23%		26%	
VAN (FCFA) @ 12 %		824 331		705 245		43 504		119 800		805 389	
TRIF		164%		142%		23%		29%		182%	
Cible à la formulation		58%		65%		36%		59%		175%	

112. Pour les pistes, la mission a revu et maintenu les hypothèses suivantes: (i) réduction des coûts de transport de 15%; (ii) augmentation des ventes des productions maraichères de 20%; (iii) réduction des pertes de 5% et (iv) augmentation des superficies cultivées de 2%. Compte tenu du taux d'avancement global des travaux estimé à 34% en moyenne, les bénéfices précités seront atteints après

²⁹ L'AEF effective du projet sera réalisée à l'achèvement du PPI *Ruwanmu*

finalisation des travaux³⁰. Concernant les infrastructures de commercialisation, seule l'ingénierie sociale a été réalisée, pour les calculs économiques, les hypothèses retenues sont: la réduction des taux de perte de 5% et l'augmentation des flux transitant par les plateformes de 30%. Sur la base de ces hypothèses, le taux de rentabilité économique prévisionnelle est estimé respectivement à 18% pour les plateformes de commercialisation et à 43% pour les pistes.

113. L'analyse relative au traitement des bassins versants a considéré la prise en compte des bénéfices issus de cette activité comme directs³¹ vu l'importance des investissements estimés à 775 millions FCFA. La rémunération issue de ces travaux est en moyenne de 147 000 FCFA/bénéficiaire avec en moyenne 4 bénéficiaires/ménage soit 588 000 FCFA/ménage. Les utilisations faites du cash reçu ont permis en priorité à tous les bénéficiaires d'acquérir des denrées alimentaires, au tiers d'entre eux de solder leur crédit, à 17% d'acquérir des animaux et à 12% de financer des cérémonies et d'autres activités sociales.

I. Impacts

114. **Sécurité alimentaire.** L'amélioration de la sécurité alimentaire est reflétée par la réduction de la période de soudure qui est passée de 6.6 à 4 mois et par la réduction de la proportion du nombre de ménages ne pouvant pas assurer trois repas par jour qui est passée de 65% à 58%. Cette amélioration résulte notamment de: (i) l'augmentation de la productivité des cultures irriguées; (ii) l'extension des superficies aménagées en petite irrigation et la diversification des productions agricoles; (iii) l'accroissement des rendements des cultures pluviales au niveau des sites récupérés; et (iv) les revenus tirés des activités CES/DRS de haute intensité de main d'œuvre et consacrés principalement à l'achat des céréales.

115. **Revenus et actifs des ménages.** Le revenu moyen des ménages bénéficiaires des activités du projet a augmenté d'environ 25% passant de 396.000 à 500.000 F CFA. En plus des revenus issus de la petite irrigation, les bénéficiaires du projet ont augmenté leurs revenus à travers les activités de traitement des bassins versants. Selon les résultats de l'enquête sur les effets/impacts conduite au niveau de la zone d'intervention, environ 82% des bénéficiaires affirment avoir enregistré une augmentation de leurs revenus au cours des deux dernières années. Ces revenus contribuent à la stabilisation des bras valides et à la réduction de l'exode rural pour les jeunes. Ils se traduisent également par une amélioration nette des actifs des ménages (achat de vivres, animaux, motos.....).

116. **Production agricole.** Outre la petite irrigation, les techniques de récupération des terres agricoles ont eu un impact sur la production agricole des ménages. En effet, des rendements de l'ordre de 217 à 326 kg/ha de mil et de 241 à 357 kg/ha de sorgho ont été enregistrés sur des parcelles quasiment improductives, notamment sur le site de Falki à Zinder.

117. **Équité des genres et autonomisation des femmes.** Les femmes et les jeunes sont de plus en plus pris en compte dans les différentes réalisations et il leur est consacré de plus en plus de la place dans les CEPM. Les revenus tirés des activités dans lesquelles les femmes participent, notamment les travaux CES/DRS, leur permettent d'améliorer leur statut social au sein du village.

118. **Accès aux marchés.** Même si les travaux ne sont pas encore terminés, les habitants des villages traversés par les pistes en cours de construction/réhabilitation ont témoigné à la mission que ces infrastructures permettent une fluidité des échanges des produits et facilitent la liaison des zones de production avec celles de consommation.

119. **Environnement.** L'impact des activités du projet sur l'environnement est surtout reflété par la restauration de la biomasse (1 tonne de matière sèche/ha avec une capacité de charge de 304,64 UBT), l'amélioration de la diversité biologique par l'apparition de nouvelles espèces végétales et la remontée de la nappe.

J. Innovations et mise à l'échelle

120. **Les innovations** majeures introduites par le projet portent sur l'approche PDE, la mise en place des AUE et le renforcement de leurs capacités et la vulgarisation des techniques/technologies porteuses liées aux cultures irriguées à travers les CEPM.

³⁰ Pour plus de détails, voir annexe 8 sur l'AEF

³¹ A la conception, les bénéfices issus de cette activité étaient considérés comme indirects

121. L'approche PDE adoptée par le PPI *Ruwanmu* a permis de développer des synergies d'actions entre plusieurs acteurs, avec l'émergence des cadres de concertation HG autour des plateformes de commercialisation, qui est une innovation dans la démarche globale des projets financés par le FIDA au Niger. Elle crée également une articulation entre l'ingénierie sociale et civile, condition nécessaire dans la conception et la réalisation des infrastructures commerciales et la durabilité des investissements.

122. La mise en place des AUE est une activité innovante introduite par le PPI *Ruwanmu*. Les AUE constituent une plateforme multi-acteurs et une passerelle essentielle pour la gestion durable de ressource en eau autour des bassins versants. Le renforcement des capacités des AUE leur permettent de s'impliquer dans le suivi et la gestion des piézomètres.

123. Le CEPM s'impose actuellement comme un outil efficace et efficient, parfaitement adapté en milieu paysan pour le développement des cultures maraîchères. En effet, plusieurs techniques/technologies ont déjà fait l'objet de test et/ou de diffusion à travers les CEPM mis en place par le PPI *Ruwanmu*, avec des taux d'adoption d'au moins une technique/technologie apprise estimés autour de 80% chez les stagiaires.

124. **Réplication des bonnes pratiques.** La réplication spontanée des techniques et technologies (issues des CEPM) diffusées au niveau des zones non ciblées est un symbole fort dans la conviction des producteurs que les CEPM sont un tremplin pour apprendre à mieux cultiver et produire plus. D'ailleurs, certains stagiaires de CEPM se sont organisés en groupements et projettent de se professionnaliser dans la production des semences. Cette valorisation par les animateurs locaux (paysans relais) permet de répliquer à grande échelle les CEPM. La valorisation des expertises locales pour répliquer à grande échelle les techniques/technologies au niveau des CEPM est aussi une innovation qui fera l'objet d'un scaling up au niveau du ProDAF.

125. Le kit de petite irrigation mis en place par PPI *Ruwanmu* a été adopté et répliqué par les producteurs bénéficiaires à travers toute la zone d'intervention du projet. Ceci se traduit par la mise en place de kits complets additionnels (12 à 39% selon les sites) et l'extension des réseaux californiens (jusqu'à 100%).

K. Performance des partenaires d'exécution

126. **Opérateurs de services.** En conformité avec sa stratégie basée sur l'approche du « faire-faire », le PPI *Ruwanmu* a impliqué plusieurs prestataires de services dans la mise en œuvre de ses activités. La performance des opérateurs notamment les GSC, ONG et RECA/CRA qui sont chargés de l'appui conseil en matière d'encadrement des populations bénéficiaires sur les activités de traitement et protection des bassins versants, petite irrigation, alphabétisation et émergence des AUE a été jugée globalement satisfaisante.

127. Les **entreprises** recrutées dans le cadre des travaux routiers sont en train de réaliser les travaux avec un retard important par rapport aux délais contractuels. Les insuffisances constatées se rapportent à: i) une faible mobilisation de matériel requis en nombre et en qualité et ii) l'instabilité du personnel chargé de piloter les chantiers notamment le directeur et le conducteur des travaux. Cette situation a amené le Ministère de tutelle, sur proposition de la coordination du projet, à adresser des lettres de mise en demeure à toutes les entreprises. Globalement la prestation des entreprises est jugée faible même si certaines insuffisances en termes de délai d'exécution des travaux et les capacités de certaines carrières ont été mal évalués lors des études techniques.

128. Les **services techniques déconcentrés** ont fortement contribué à la mise en œuvre des activités du projet. Il s'agit principalement des directions régionales en charge de l'agriculture, du génie rural, de l'environnement, de l'hydraulique, de l'équipement et de l'alphabétisation). Au **niveau national**, le projet a établi un partenariat avec les directions générales en charge du génie rural, de l'hydraulique et des routes rurales pour la mise en œuvre des activités de leurs domaines de compétences.

129. **Bénéficiaires.** Globalement, les comités et cadres de concertation locaux mis en place (AUE, COGES/BV, CVA/Alphabétisation, HG) ont su prendre en charge l'animation et la gestion des tâches qui leur étaient confiées par les populations bénéficiaires. Par contre, la mobilisation des parts bloquées par les binômes de petite irrigation de Maradi et Zinder et certaines communes de Tahoua a été jugée insatisfaisante.

L. Durabilité

130. **Durabilité sociale.** L'adoption progressive de l'approche PDE par le PPI *Ruwanmu* a créé un cadre de partenariat synergique avec diverses structures locales (CRA, ONG, GSC, STD, etc.) en interaction avec des organisations formelles et informelles (AUE, COGES, *Hadin Gwiwa*, GIE) ainsi qu'avec des partenaires intervenant dans la même zone (cas du PAM autour des activités *Cash For Work*). Les organisations mises en place bénéficient de renforcement de capacités qui leur permettront d'assurer la durabilité des investissements en maintenant la dynamique de concertation, réflexion et plaidoyer déjà instaurée avec l'ensemble des acteurs.

131. **Durabilité institutionnelle.** La mission a noté que les organisations de la société civile organisée en milieu rural (AUE, COGES, *Hadin Gwiwa*, BER, CRA) mises en place et/ou renforcées deviennent progressivement des **cadres fédérateurs de concertation et partenaires des cadres institutionnels comme la commune et les autorités coutumières**. A ce titre, elles ont acquis une certaine légitimité que leur confèrent leur structuration (toutes les catégories d'acteurs sont représentées) et leurs rôles (gestion des ressources communes, appui à la conception et à la mise en œuvre des infrastructures etc.). Ces organisations assureront dans la durée **l'alliance entre les activités techniques et l'ingénierie sociale** nécessaire à la réussite de ces activités.

132. **Durabilité financière et économique.** Sur la base des hypothèses retenues sur les principales activités promues, en l'occurrence la petite irrigation, la mission constate que le projet dégage une rentabilité financière suffisante pour intéresser les populations rurales de la zone d'intervention du projet. Ceci est corroboré par les nombreux témoignages de satisfaction recueillis par la mission sur le terrain. La rentabilité et viabilité économique du projet dépend largement de la finalisation des infrastructures économiques qui sont en train d'être construites. Aussi, il faudra une bonne gestion autour de ces infrastructures afin de mieux fixer et collecter des redevances adéquates pour couvrir les charges récurrentes de fonctionnement, de maintenance et d'amortissement.

133. **Durabilité technique.** L'existence d'un réseau d'artisans foreurs et de réparateurs de motopompes renforce la durabilité du modèle d'aménagement du PPI *Ruwanmu*. En outre, l'émergence d'un pool de producteurs animateurs de CEPM est un puissant facteur de durabilité du concept à condition que ceux-ci bénéficient d'une période d'accompagnement pour leur permettre à prendre en charge cette activité. Un autre facteur important de durabilité est la conviction qu'ont les producteurs que les CEPM sont un lieu d'interaction entre exploitants pour apprendre à mieux cultiver et produire plus.

134. La mise en œuvre des travaux de construction des diverses infrastructures a suivi une démarche qui garantit un maximum de qualité pour les ouvrages: (i) la maîtrise d'œuvre déléguée a été confiée à des cabinets privés agréés et les services techniques déconcentrés qui ont assuré la conduite des études techniques et le suivi-contrôle des travaux, (ii) la mise en place d'un dispositif de suivi et de supervision des études et travaux par les services techniques déconcentrés, le projet, les autorités administratives et les collectivités locales, (iii) la mise en place et la formation des BER constituent une garantie pour une bonne appropriation et la prise en charge de l'entretien des pistes rurales, (iv) des constats faits sur le terrain sur des forages réalisés par d'autres projets montrent que le forage qui est l'équipement de base du kit de petite irrigation est durable bien au-delà de sa durée prévisionnelle d'amortissement (5 ans).

135. **Durabilité environnementale.** La durabilité environnementale des actions mises en œuvre se fondera sur: (i) la sécurisation des sites à travers leur matérialisation et leur enregistrement au dossier rural et (ii) la promotion de la gestion globale du bassin versant et la mise en place des AUE et des COGES. Cependant, le système de gardiennage basé sur une rémunération du gardien supporté à 83% par le projet (17% par la commune) ne semble pas garantir la durabilité de ce dispositif. En plus, le devenir du site après la période de mise en défens n'a pas fait l'objet de clarification entre tous les acteurs ayant un droit d'accès de manière à éviter tout conflit ou réclamation dans l'exploitation des ressources.

M. Leçons apprises

136. La mission confirme les leçons apprises de l'intervention du PPI *Ruwanmu* qui ont été capitalisées pour constituer la base de la conception du ProDAF. Celles-ci comprennent: (i) les actions de récupération des terres dégradées ont permis une augmentation des rendements du mil et l'amélioration des revenus des populations; (ii) les champs-écoles ont servi à la vulgarisation des techniques et technologies efficaces d'augmentation des rendements, appréciées et adoptées par les

producteurs; (iii) la petite irrigation est un modèle de production peu couteux et rentable; d'amples marges d'amélioration des rendements sont possibles; et (iv) la mise en place des AUE pour la gestion durable de la ressource hydrique au niveau du bassin versant est une innovation introduite au Niger par le PPI *Ruwanmu*, en partenariat avec le RECA/CRA.

137. Les domaines d'intervention à améliorer dans le cadre du ProDAF, tels qu'identifiés par la mission de conception et également confirmés par la RMP, incluent le suivi des impacts des actions d'aménagement du territoire, l'accès aux intrants agricoles, la prise en compte de la valeur ajoutée des partenaires opérationnels, et l'appui au secteur de la finance rurale.

138. De même, la mission confirme les enseignements tirés par l'équipe du projet tels que contenus dans le rapport interne de revue à mi-parcours du PPI *Ruwanmu*. Les leçons majeures confirmées et/ou identifiées par la mission de RMP et qui devraient être prises en compte dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF sont développées ci-dessous.

139. **Ingénierie sociale.** Le changement de l'approche communale vers une approche PDE a été pertinent en termes d'implication et d'engagement de l'ensemble des acteurs dans le processus de mise en œuvre des activités du projet. Dans la mise en œuvre de cette nouvelle approche, la réalisation des pistes de désenclavement qui relient les bassins de production aux centres de collecte et marchés de demis gros est particulièrement très appréciée par les acteurs rencontrés par la mission. L'animation des cadres de concertation *Hadin Gwiwa* regroupant ces acteurs est un exercice continu, nécessaire pour une bonne programmation des investissements.

140. **Associations des usagers de l'eau.** La mise en place des AUE a permis (i) aux usagers de l'eau de prendre conscience des enjeux environnementaux et sociaux (pollution, protection, épuisement, accès) autour des ressources hydriques (ii) l'émergence de cadre de concertation et de réglementation de la gestion communautaire et durable des ressources en eau et (iii) la prévention et la réduction des conflits d'usage liés aux ressources hydriques. Compte tenu de leur création récente et de leur utilité, elles devront bénéficier d'une attention particulière, en termes de renforcement des capacités, dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF.

141. **Bassins versants.** L'activité de traitement bassin versant a permis: (i) aux populations bénéficiaires de renforcer leur compréhension sur les enjeux environnementaux (dégradation des terres, la biodiversité, changement climatique), et (ii) aux COGES d'appréhender l'intérêt d'intégrer la dynamique globale de protection de bassin de production et des ressources naturelles en intégrant les AUE. Ces deux aspects constituent un gage de la durabilité des actions développées par le projet pour la protection de l'environnement.

142. L'incitation financière (*cash for work*) comme facteur de motivation et de mobilisation des bénéficiaires est une opportunité pour le passage à l'échelle des réalisations d'aménagement des bassins versants. Toutefois, la réussite du processus d'aménagement des BV passe par la protection et la mise en place, en amont, de mécanismes de gestion des avantages et bénéfices tirés des travaux par les communautés. Ceci devra être pris en compte dans la mise en œuvre du ProDAF.

143. **Réseau piézométrique.** Depuis les années 90, certains projets intervenant dans la petite irrigation ont contribué à étoffer le réseau piézométrique qui comportait quelques ouvrages mis en place dans certaines vallées et suivis par le ministère en charge de l'hydraulique. Le PPI *Ruwanmu* a également contribué à la densification de ce réseau dans sa zone d'intervention en installant de nouveaux piézomètres et en apportant un appui aux services techniques pour le suivi du réseau. Compte tenu de l'importance de ce suivi piézométrique dont les résultats constituent un outil de prise de décisions tant au niveau central que pour les acteurs directs (projets, AUE, exploitants, etc.), il est nécessaire de le renforcer, le pérenniser et restituer aux bénéficiaires les résultats sous le leadership des services techniques compétents de l'Etat. Cela passe par la prise en compte de cette activité dans le programme de travail des services en charge des ressources en eaux souterraines (hydraulique et génie rural).

144. **Petite irrigation.** Le nombre d'ouvrages de captage d'eau souterraine par hectare de périmètre de petite irrigation varie de 2 à 4. A la conception du PPI *Ruwanmu*, il a été adopté un (01) kit pour un (01) binôme dont chaque membre exploite 0,25 ha soit une superficie de 0,50 ha par forage. Dans la pratique, il a été constaté sur une bonne partie des sites aménagés, une extension des superficies mises en valeur à partir d'un kit. Pour optimiser l'utilisation des équipements, il est opportun de dimensionner la superficie exploitable à partir d'un forage en tenant compte de la capacité réelle et non supposée de production du forage. Dans cette optique, il sera nécessaire d'intégrer dans les travaux d'aménagement des essais de pompage sur les forages réalisés. Cela permettra de caractériser leur débit exploitable et de définir à l'attention des producteurs les plages de superficies pouvant être mises en valeur en fonction

du débit du forage. Des fiches simples pourront être établies à l'attention des exploitants et des AUE comme outils de suivi des superficies mises en valeur et de gestion des ressources en eau.

145. Par ailleurs, les constats sur les sites aménagés ayant révélé que les superficies réellement mises en valeur à partir des kits fournis par le PPI *Ruwanmu* sont généralement supérieures aux prévisions, il apparaît opportun pour le projet, d'envisager une évaluation de ces superficies. Ce travail de collecte d'informations de terrain pourra être réalisé sur la base d'un échantillonnage représentatif en mettant à profit les GSC. Les résultats de cette évaluation permettront une mise à jour des données sur les réalisations du projet au titre de la petite irrigation.

146. De plus et au vu des variations des niveaux de certaines nappes et pour tenir compte des sites où la nappe est particulièrement profonde, il est nécessaire d'envisager une diversification des modèles d'aménagement. L'introduction de pompes immergées (sources d'énergie: solaire, réseau NIGELEC ou groupe thermique) permettra l'exploitation de nappes dont la profondeur dépasse les hauteurs d'aspiration des motopompes utilisées sur les forages de petite irrigation (7 à 8 m).

147. **Champs-écoles paysans maraîchers.** L'approche CEPM s'est révélée être un système efficace de diffusion des techniques et technologies éprouvées pour lever les contraintes de production maraîchères et a permis la promotion de l'auto encadrement paysan sans incitations des apprenants en numéraire ou en nature. En outre, il a été noté au niveau de certaines exploitations, l'utilisation des herbicides pour lutter contre les plantes adventices. Ceci peut avoir comme conséquence à moyen ou long terme la contamination des nappes alluviales. Il sera donc nécessaire de renforcer les activités d'ingénierie sociale pour un usage contrôlé des pesticides dans le cadre des CEPM.

148. **Alphabétisation.** L'approche de «double cohorte» instaurée au niveau des centres d'alphabétisation fonctionnelle mis en place et animés avec l'appui du PPI *Ruwanmu* a permis de faciliter la participation des femmes et des hommes avec des horaires distincts tout en valorisant les mêmes équipements du centre. Il faut également noter, au niveau de ces centres, la mise en place de comités villageois d'alphabétisation qui suivent l'activité mais également commencent à réfléchir sur sa pérennisation après projet (cf. système d'indemnisation des alphabétiseurs et d'acquisition du matériel didactique et des consommables).

149. **Pistes rurales.** L'allotissement des travaux de construction/réhabilitation des pistes en cours a été fait sur la base de tronçons de longueur variant de 40 à 50 km mais les délais contractuels n'ont pas été adaptés à cette augmentation en rapport avec les précédentes expériences des projets de pistes rurales financés par le FIDA (tronçons d'environ 20 km). Si cette modification visait à susciter l'intérêt pour ces travaux de PME mieux structurées et équipées, le processus de passation des marchés n'a pas abouti à des résultats différents des situations antérieures. Les niveaux actuels d'exécution des chantiers confirment la nécessité de dimensionner les délais d'exécution en tenant compte des principaux paramètres à prendre en considération sur les chantiers de pistes à savoir: le volume et la nature des travaux, les difficultés particulières du terrain, la localisation et les caractéristiques des carrières ainsi que les capacités des entreprises. Ce dimensionnement des délais d'exécution devrait être intégré dans les prestations des cabinets en charge des études.

150. **Suivi-évaluation.** La synergie entre les volets techniques et le suivi-évaluation renforce la fiabilité des données. A cet effet, la validation au niveau des responsables techniques des données transmises par les opérateurs d'exécution est indispensable pour garantir leur fiabilité et leur harmonisation. Ainsi, le ProDAF veillera à renforcer les échanges périodiques entre les Responsables des composantes techniques et les cellules de suivi-évaluation en vue d'assurer la fiabilité des données collectées.

151. **Partenariat avec le PAM.** Le partenariat avec le PAM a contribué significativement à améliorer l'efficacité et l'efficience du PPI *Ruwanmu*. En effet, il a permis d'atteindre et même dépasser les objectifs du projet en aménagement des BV en moins de trois ans d'intervention. De plus, il a permis de réaliser des économies sur les fonds alloués à cette activité. Le montant total prévu à la conception pour cette activité n'a été dépensée qu'à 68% pour un taux de réalisation de l'objectif prévu estimé à 109%. La poursuite et le renforcement de ce partenariat sont donc hautement recommandés dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF.

N. Conclusion

152. Les performances du PPI *Ruwanmu* à mi-parcours de sa mise en œuvre sont jugées globalement satisfaisantes. Ceci est reflété par des taux de réalisation cumulée de la plupart des objectifs physiques compris entre 46% et plus de 100% au 31 octobre 2015. Avec la réalisation des activités prévues dans le PTBA 2016 sur financement du guichet PPI *Ruwanmu*, environ 70% des activités majeures du projet enregistreront un taux de réalisation estimé à 100% et plus au 31 décembre 2016. A la même date et si le PTBA 2016 est réalisé à 100%, le montant des fonds disponibles sera exclusivement alloué aux activités d'achèvement et de clôture du projet. Ceci permet d'anticiper d'au moins une année les dates d'achèvement et de clôture du projet initialement prévues respectivement au 31 mars et 30 septembre 2018. Le démarrage du ProDAF consacre l'approche de construction du Programme FIDA unique pour le Niger et garantit la poursuite sans interruption des activités du PPI *Ruwanmu*.

153. La mission note cependant que les objectifs du Projet pour la petite irrigation qui constitue le cœur du PPI *Ruwanmu* ne seront atteints qu'à 53% à l'achèvement du projet si on se réfère aux activités prévues dans le PTBA 2016. La mission encourage l'initiative du projet de mobiliser les fonds de contrepartie pour compléter les financements de la petite irrigation et d'engager une évaluation plus fine des superficies mises en valeur.

154. Les bonnes performances du PPI *Ruwanmu* notées par la mission de RMP sont essentiellement dues au dynamisme et à l'engagement des équipes du projet aux niveaux national et régional et à leurs capacités de gestion technique et fiduciaire constatées par ailleurs lors des précédentes missions de supervision. Les appuis fournis par le FIDA et le Gouvernement du Niger tout au long de l'exécution du projet ont significativement contribué à l'amélioration des performances du PPI *Ruwanmu*. Il en est de même des compétences techniques des opérateurs partenaires du Projet qui ont été déterminantes dans l'atteinte des résultats actuels. Les enseignements appris des 2,5 dernières années de mise en œuvre du Projet ont permis à la mission de formuler des recommandations opérationnelles (appendice 3 du présent rapport) pour la période restante d'exécution du Projet et dans le cadre de la mise en œuvre du ProDAF.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

I. Projet 1646 [1100001646] Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project -

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1646 [1100001646]	No. du prêt/don DSF	1000004321, 1000004323, 1000004327
Projet	Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	30/11/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	29 mai 2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	05/08/2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.65	
Accord	25/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	5.0	FIDA Total	2.78	
Entrée en vigueur	19/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	1.78	74
Premier décaissement	20/03/2013			Don DSF		
Examen à mi- parcours		Dernier amendement		Don FIDA	1.00	100
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		Financement national total	4.11	
Achèvement	31/03/2018			National Govern	4.11	37
Clôture	30/09/2018			Cofinancement total externes	18.76	
Nbre de prolongations	0			Spanish Fund	18.76	87

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	6	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	6	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes- femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5

6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Petite irrigation	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Renforcement des capacités	5	5	2. Autonomisation	4	5
3. Infrastructures	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

1/ Gestion financière très satisfaisante confirmée notamment par l'audit de l'exercice 2014. Projet sélectionné pour expérimenter la méthode dite de la DRF électronique. Taux de décaissement prévisionnel du financement global estimé à 87% au 31/12/2015 et proche de 100% à la date prévisionnelle d'achèvement (31/12/2016). Fonds requis de contrepartie décaissés à temps. Respect des clauses des accords de financement et procédures transparentes de passation des marchés. Rapport 2014 d'audit de bonne qualité et soumis dans les délais. 2/Gestion du projet axée sur les résultats avec une équipe compétente et bien expérimentée. Capitalisation des outils et méthodes du système de SE dans un document unique (manuel SE) du PNF. Base de données (BD) opérationnelle mais nécessite des améliorations (saisies à finaliser et guichets des autres financements du ProDAF à prendre en compte). Ciblage effectif des groupes vulnérables surtout pour emplois dans les BV. Les femmes et les jeunes sont de plus en plus représentés dans la plupart des activités du projet bien que leur représentation dans les instances de décision soit encore faible. Les innovations introduites par le projet portent sur les AUE, binômes, CEPM, et PDE. Certificat de conformité environnementale disponible et gestion effective des ressources en amont par les AUE.3/ Activités prévues dans le PTBA 2015 exécutées à 83% pour la Composante 1, 82% pour la C2, et 99% pour la C3. Retards importants dans la construction des pistes; les infrastructures de commercialisation seront réalisées sur financement d'un autre guichet ProDAF en 2016. 4/ Les organisations appuyées par le projet (AUE, BER, COGES, etc.) sont reconnues et enregistrées auprès des mairies grâce au renforcement effectif de leurs capacités. Femmes et hommes pauvres participent activement aux plateformes de concertation et organisations à la base, augmentant ainsi leur capacité d'exercer le contrôle sur les relations économiques et les institutions. Attentes du projet satisfaites pour la participation des bénéficiaires (hommes et femmes). Globalement, la qualité des services rendus par les opérateurs d'exécution est acceptable et appréciée. Réplication spontanée des techniques issues des CEPM dans les zones non ciblées. Kit de petite irrigation répliqué par les bénéficiaires eux-mêmes pour augmenter les superficies mises en valeur. Mise à l'échelle des expériences réussies du projet par le ProDAF et les autres PTF.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Environ 82% des bénéficiaires affirment avoir enregistré une augmentation de leurs revenus au cours des deux dernières années, ce qui a contribué à améliorer les actifs de leurs ménages (achat de vivres, animaux, motos.....). Amélioration de la sécurité alimentaire reflétée par la réduction de la période de soudure qui est passée de 6.6 à 4 mois et par la réduction de la proportion du nombre de ménages ne pouvant pas assurer trois repas par jour qui est passée de 65% à 58%. Amélioration des actifs naturels et résilience climatique reflétée par la restauration de la biomasse et l'amélioration de la diversité biologique par l'apparition de nouvelles espèces végétales. A l'achèvement du projet, environ 80% des produits majeurs attendus et la plupart des effets escomptés seront réalisés.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Forte probabilité de réalisation des objectifs de développement du projet: les revenus des ménages ciblés ont augmenté d'environ 25% (étude à mi-parcours sur les effets et impacts). A l'achèvement du projet, il est prévu qu'environ 80% des ménages cibles (65 000) seront touchés. En plus de la création d'emplois générés par les activités de récupération des terres, la production agricole constitue la principale source de revenus. A cet effet, (i) 47% des producteurs agricoles font état d'une augmentation de leur production/rendement contre 60% prévus dans le cadre logique; et (ii) les rendements moyens de l'oignon et de la tomate (principales cultures maraîchères pratiquées) sont estimés respectivement à 39 tonnes/ha et 34 tonnes/ha contre 30,8 tonnes/ha et 17,7 tonnes/ha prévus, soit une augmentation de 8.2 et 16.3 tonnes/ha respectivement.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
---	--	--

Aspects fiduciaires	Le risque qui pesait sur la prise en charge des ressources humaines a pu être levé grâce à l'effectivité du ProDAF. Ainsi, le personnel redéployé du PPI Ruwanmu est pris en charge sur le ProDAF depuis le 1 ^{er} novembre 2015.
Avancement de l'exécution du projet	Pas de risque majeur. Les fonds disponibles pour le projet au 31/12/2015 n'étant pas suffisants pour la construction des infrastructures commerciales, celles-ci ont déjà trouvé un financement sur un autre guichet du ProDAF (OFID3).
Produits et réalisations	Suite à la mise en veilleuse des activités liées aux BI et MER, JDC, les produits et réalisations prévus dans le cadre logique pour ces activités (non majeures pour le PPI Ruwanmu) ne pourront pas être atteints.
Durabilité	La subvention à 100% de l'acquisition d'équipements (motopompes) n'assure pas la durabilité économique des investissements réalisés. Ce risque est toutefois mitigé par l'épargne obligatoire préalable à l'obtention de ces équipements. Un nouveau mécanisme de financement plus durable (financement à coûts partagés impliquant un crédit octroyé par les IF) est prévu dans le cadre du ProDAF. Les structures à la base mises en place avec l'appui du projet (AUE, BER, COGES, etc.) sont encore fragiles et nécessitent un renforcement des capacités dans le cadre du ProDAF pour jouer pleinement leur rôle de pérenniser les investissements réalisés.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Ressources insuffisantes pour construire les infrastructures commerciales	Mobiliser des fonds additionnels auprès d'autres sources de financement afin de construire au moins 2 marchés de demi gros et 4 centres de collecte satellites avant l'achèvement du PPI Ruwanmu	2015	Des fonds pour la construction de 2 marchés de demi gros et 7 centres de collecte satellites sont prévus dans le PTBA 2015-2016 du ProDAF sur le guichet OFID3
Le taux de réalisation de l'objectif du projet en PI est encore relativement faible	Mobiliser les fonds de de l'Etat pour atteindre environ 70% de l'objectif du projet	2016	En cours
Connaissance insuffisante des superficies effectivement aménagées en PI	Evaluer les superficies réellement aménagées et mises en valeur	Mars 2016	
Revue de la stratégie de mise en œuvre des JDC dans le cadre du ProDAF	Réaliser une étude approfondie sur les effets générés par les JDC mis en place par le projet et d'autres PTF	Juillet 2016	
Retards enregistrés dans le financement des MER	Accélérer l'opérationnalisation du mécanisme de financement à coût partagé pour le financement des MER/PME	Janvier 2016	Quelques PME potentiellement éligibles au financement ont été identifiées par SYNERGI
Mauvaises performances des entreprises de construction/réhabilitation des pistes	Engager la procédure d'obtention d'une prolongation de trois (03) mois du délai contractuel des entreprises	Décembre 2015	En cours
Revue du contrat de la mission de contrôle	Engager l'élaboration et la signature d'un avenant au contrat de la mission de contrôle des travaux	Décembre 2015	En cours
Absence d'une personne ressource en communication	Recruter le Chargé de communication du ProDAF	Janvier 2016	

Observations supplémentaires

La prochaine supervision des activités financées sur le guichet PPI Ruwanmu s'effectuera dans le cadre de la première mission de supervision du ProDAF prévue pour avril 2016.

Appendice 2: Cadre logique actualisé

Résultats	Indicateurs		Valeurs de référence	Valeurs Cible DCP	Valeurs cibles révisées	Cumul au 31/10/2015		Observations	Cumul au 31/12/2015		TR après exécution PTBA 2016	
						Réalisé	Taux de réalisation		Réalisé	Taux de réalisation		
But: Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées*o+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe)	-Taux de malnutrition chronique	Global =46% Fille = 44% G garçon=48 %	< 46%	< 46%	45,5%	100%	Les données mentionnées proviennent de l'Enquête Smart 2015 MSP/INS/UNICEF / PAM/HKI/CRF Fewsnnet				
		-Taux de malnutrition Aigue	Global =19% Fille=17% Garçon=21%	< 19%	< 19%	14,8%	100%					
		-Insuffisance pondérale	Global=40% Fille=38% Garçon=42%	< 40%	< 40%							
	Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés *		nd	nd			Renseigné par l'enquête SYGRI qui n'est conduite qu'à l'achèvement du projet					
	Proportion des ménages ciblés ayant amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)*d	-Proportion de ménages touchés ayant amélioré leur sécurité alimentaire	0	80%	80%		47,75%			47,75%		
		-Nombre de mois de la période de soudure	6,6 mois	<= 5,6 mois	<= 5,6 mois	4	277%	La mise en œuvre des activités du projet a permis de réduire de plus deux mois la période de soudure	4	277%		
Objectif de développement: Augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Proportion des ménages ciblés ayant augmenté de 50% leur revenu	-Proportion de ménages ciblés ayant augmenté leur revenu		0%	70%	70%	66%	95,23%		66%	95,23%	
		-Valeur des revenus du ménage (FCFA)	Maradi	391 722	587 583	587 583	492 650	83,84%		492 650	83,84%	
			Tahoua	493 521	740 281,5	740 281,5	1 577 157	213,05%	Le taux s'explique par la forte valeur marchande de l'oignon qui est la principale spéculation de la région	1 577 157	213,05%	
	Zinder		303 860	455 790	455 790	454 270	99,67%		454 270	99,67%		
	Nombre de ménages ayant bénéficié des services du projet*		o 0	65 000	65 000	44 471	68%	Le nbre de bénéficiaires va s'accroître avec les nouveaux de 2016 (Pistes, PI)	44 471	68%	77%	
	Proportion des personnes formées (en alphabétisation) sachant lire et écrire*+ (70% de la cible qui est de 3 400, soit 2 380 de personnes sachant lire et écrire)		o 0%	70%	70%	1113	48%	Au moins les redoublants de la première campagne s'ajouteront au nbre actuel pour améliorer le taux en 2016	1 113	48%	81%	

COMPOSANTE A: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation													
Effet escompté1:	Efficacité:												
La productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées	80% des recommandations issues des rapports de suivi piézométriques sont mises en œuvre		0%	0%	80%								
	Superficies de terre améliorées (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau (ha)*		0	3 300	3 300	2 682	81%	Le partenariat avec le PAM a permis de dépasser légèrement la cible	3394,55	103%			
	% producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement*+ d'au moins 20% en moyenne	-Proportion de producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/ rendement		0%	60%	60%	47,1%	69,5%	Ce taux va s'accroître avec les appuis qui seront apportés pour la campagne 2016 - 2017. Le niveau de l'indicateur sera apprécié à l'achèvement du projet mission	47,1%	69,5%		
			Rendements moyens des principales cultures maraichères	Oignon	25,7 T/ha	30,8 T/ha	30,8 T/ha	39T/ha	126,66%		39T/ha	126,66%	
				Chou	22 T/ha	26,5 T/ha	26,5 T/ha	14T/ha		Les données collectées sur le chou étaient insuffisantes et erronées			
				Tomate	14,75 T/ha	17,7 T/ha	17,7 T/ha	34 T/ha	192,09%		34 T/ha	192,09%	
	Durabilité: (après 3 ans)												
	% des infrastructures en service (puits, forages)*		0	90%	90%			Actuellement toutes les AUE sont fonctionnelles et seront consolidées par le ProDAF					
	% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (20 AUE)*		0	90%	90%	100%	+ 100%		100%	+100%	100%		
% des 9 entreprises en activité (PME)*		0	80%	80%	0%	0%	Actuellement aucune PME financé. Une seule pourra être financée e 2016 par SINERGI	0%	0%	11%			
Nombre de CRA publiant des lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 évènements annuels (foires, échanges, forum paysan régional)		0	3	3	3	100%		3	100%	100%			
Produit attendu 1.1: La gestion durable des ressources hydriques et foncières est améliorée sur les 1 800 ha déjà aménagés et les 5 035 ha nouveaux	Nombre d'études sur le potentiel irrigable dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder		0	1	3	3	100%		3	100%	100%		
	Nombre de piézomètres mis en place		nd	300	300	310	103%			103%			
	Nombre de rapports de suivi piézométrique produits		nd	0	9	3	33%		6	67%	67%		
	Nombre de groupes de gestion des ressources naturelles créés/consolidés* (AUE)		0	30	20	17	85%		20	100%	100%		
	% des groupes de gestion des ressources naturelles avec au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction*		0	30	20	17	85%		20	100%	100%		
	Superficies de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état (ha)		0	6 835	6 800	3 604	53%	La prise en compte des superficies réellement mises en valeur et le complément d'aménagements permettra de rehausser la cible en fin 2016	3 604	53%	75%		

	Nombre d'actes fonciers rédigés/octroyés (par type)		0	5 000	5 000	3 700	74%		5 500	110%	
	Nombre de COFO partenaires formés					19	63%		19	63%	
Produit attendu 1.2: Les capacités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des bénéficiaires sont renforcées	Nombre de champs écoles paysans maraichers mis en place		0	1 088	1 088	503	46%		503	46%	
	Nombre de jardins de case équipés+		0	17 500	8 750	1 350	15%		1 350	15%	
	Nombre de personnes formées dans le domaine d'activités génératrices de revenus (MER)		0	1 200	9	0	0%		3	33%	
	Nombre de boutiques d'intrants établis et gérés par une OP de manière économiquement durable et transparente		0	20	20	0	0%		0	-	
	Nbre de centres d'alpha fonctionnelle créés		0	136	68	36	53%		36	53%	53%
	Nombre de personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+°	Total	0	3 400	3 400	1919	53%	Les taux vont s'améliorer avec la deuxième campagne prévue en 2016	1919	56%	
		Homme	0	1700	1 700	880	52%		880	56%	
		Femmes	0	1700	1700	920	54%		920	57%	

COMPOSANTE B: Développement d'infrastructures économiques												
Résultats	Indicateurs			Valeur Réf.	Valeur cible	Valeur cibles révisées	Réalisé	Taux de réalisation	Observations	Réalisé	Taux de réalisation	TR après Exécution PTBA 2016
Effet escompté 2: L'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur commercialisation est améliorée	Efficacité: Proportion des producteurs/trices appuyés utilisant les plateformes de collecte et comptoirs			0	60%	60%						
	Diminution de 15% des pertes liées au transport et au stockage	Oignon	% de perte transport	12,1%	10,29%	10,29%			Les infrastructures ne sont construites, ces indicateurs n'ont pas l'objet de Suivi			
			% de perte stockage	23,1%	19,64%	19,64%						
		Tomate	% de perte transport	9%	7,65%	7,65%						
			% de perte stockage	14,8%	12,58%	12,58%						
		Chou	% de perte transport	8,8%	7,48%	7,48%						
			% de perte stockage	21,5%	18,28%	18,28%						
		Poivron	% de perte transport	9,7%	8,25%	8,25%						
			% de perte stockage	11,5%	9,78%	9,78%						
	Durabilité: (après 3 ans) Proportion de brigades communales d'entretien routier sont opérationnelles* (avec barrières de pluies fonctionnelles) en articulation avec les communes après 3 ans			0	80%	100%			Les brigades en cours de mises en place et d'opérationnalisation			
Proportion d'infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service après 3 ans* (par type)			0	80%	80%							
Produit attendu 2.1: Les pistes rurales de désenclavement des zones de production sont réhabilitées/construit es	Routes construites/remises en état* (km)			0	150	123	0	0%	Le niveau d'avancement de travaux indique un taux de 49%. Les réceptions provisoires auront lieu en 2016	123	100%	100%
	Nombre de brigades d'entretien routier mis en place et équipées			0	30	4	44	0%	Il s'agit 44 brigades communautaires qui vont constituer les 4 brigades indiquées	44	100%	100%

	Nombre de barrières de pluies construites et équipées	0	30	8	0	0%	dans e CL Seront mises en place après les travaux	8	100%	100%
Produit attendu 2.2: Les infrastructures communautaires de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions	Nombre d'installations de commercialisation aménagées identifiées et étudiées (2 marchés et 7 plateformes de collecte et de négoce, plus de centres de collecte)	0	32	9	9	100%		9	100%	100%
	Nombre d'installations de commercialisation aménagées et/ou remises en état (2 marchés au lieu de 2 comptoirs)	0	2	2	0	0%	Les infrastructures seront construites avec les fonds de OFID /ProDAF	0	0%	0%
	Nombre de plateformes de collecte et négoce construites/réhabilitées (7 plateformes de commercialisation au lieu des 30 centres de collecte)	0	30	7	0	0%		0	0%	0%
	Nombre de cadres de concertation mis en place (<i>Hadin gwiwa</i>)	0	0	15	12	80%		12	80%	80%
	Nombre d'infrastructures de bureau construites	0	0	2	0	0%		2	100%	100%

(+) Indicateur i3N (*) Indicateur SYGRI (°) indicateur FEM (=) indicateur désagrége		Indicateurs supprimés
		Indicateurs rajoutés dans le cadre logique
		Indicateurs pour lesquels les valeurs cibles ont été modifiées
		Taux d'exécution supérieur ou à égal à 70%
		Taux d'exécution compris entre 40% et 69%
		Taux d'exécution inférieur ou égal à 39%

Appendice 3: Récapitulatif des mesures convenues

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Suivi piézométrique		
1. Rendre plus efficient et durable le dispositif de suivi piézométrique des nappes	DGH/MH et DGGR/MAG	Janvier 2016
Traitement des bassins versants		
2. Renforcer les mécanismes de gestion (protection et valorisation) des sites de traitement des bassins versants: partage et utilisation des avantages et bénéfices tirés des travaux de GDT	URGP	Avril 2016
3. Clarifier les rôles et les responsabilités des différents acteurs et renforcer leurs capacités dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux	URGP	Mars 2016
Aménagement /consolidation des superficies sous petite irrigation		
4. Evaluer les superficies réellement aménagées et mises en valeur en vue d'actualiser les données sur les réalisations du projet en petite irrigation	URGP	Mars 2016
Champs écoles paysans maraîchers (CEPM)		
5. Soutenir l'émergence des groupements d'appui conseil agricole paysan en matière de petite irrigation (GACAP, GIE, GSC)	URGP	Août 2016
6. Sensibiliser les producteurs sur l'utilisation des pesticides et des herbicides à travers divers canaux appropriés (CEPM, forum paysan, centre alpha, radio rurales, etc.)	URGP	Continue
Jardins de Cases (JDC)		
7. Réaliser une étude approfondie sur les effets générés par les JDC mis en place par le projet et d'autres PTF en vue de s'accorder sur les stratégies à adopter dans la mise en œuvre de cette activité par le ProDAF	URGP	Juillet 2016
Micro entreprises rurales (MER)		
8. Identifier avec les chambres régionales de commerce et les CRA les services non financiers disponibles et les modalités de leur accessibilité aux promoteurs des MER/PME localisés dans les PDE	URGP /CENAT	Avril 2016
9. Accélérer l'opérationnalisation du mécanisme de financement à coût partagé pour le financement des MER/PME	URGP /CENAT	Janvier 2016
Construction/réhabilitation des pistes rurales		
10. Engager la procédure d'obtention d'une prolongation de trois (03) mois du délai contractuel des entreprises qui sera soutenue par leur engagement écrit à prendre toutes les dispositions nécessaires pour terminer les travaux avant l'expiration de ce délai prolongé	CENAT	Immédiat
11. Engager l'élaboration et la signature d'un avenant au contrat de la mission de contrôle des travaux des pistes afin de couvrir la prolongation du délai contractuel des entreprises	CENAT	Immédiat
Renforcement des capacités des organisations rurales		
12. Organiser des voyages d'échanges entre les cadres de concertation <i>Hadin Gwiwa</i> et les GIE des trois régions ainsi qu'entre les animateurs des CRA pour une meilleure compréhension et appropriation de l'approche PDE et de la gestion des infrastructures marchandes	URGP	Février 2016
13. Ajuster la charge de travail des animateurs des CRA dans le cadre des futurs contrats pour une animation plus efficace des	URGP	Janvier 2016

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
différents cadres de concertation		
Genre et ciblage		
14. Désagréger systématiquement les données sur les réalisations du projet pour faire ressortir la participation des femmes et jeunes dans les activités et dans les instances de décision (AUE, COGES, HG, etc.)	URGP	Continue
Suivi Evaluation, Communication et Gestion des Savoirs		
15. Systématiser les modèles de contrats axés sur les résultats avec les opérateurs d'exécution	URGP	Continue
16. Organiser un atelier d'internalisation du manuel de S-E avec les différents acteurs impliqués dans le dispositif (responsabilisation, affinement et régionalisation des indicateurs, etc.)	URGP/CENAT	Mars 2016
17. Systématiser les rencontres périodiques de partage d'informations au sein des URGPs.	URGP	Continue
18. Accélérer le processus de recrutement du Chargé de communication du ProDAF et le responsabiliser sur la gestion de savoir	URGP/CENAT	Janvier 2016
19. Animer des clusters de réflexion (petite irrigation, GDT, Piste, marchés, etc.) au sein des cadres de concertation existants au niveau des régions afin de contribuer à une meilleure coordination sectorielle et une harmonisation des interventions aux niveaux techniques et géo spatiale	URGP	Continue

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) - Situation au 31 Octobre 2015

Résultats 1er Niveau	Unité	Réalisation 2014	Prévision 2015	Réalisation au 31/10/2015	Taux de Réalisation au 31/10/15	Cible DCP ou révisée	Réalisé au 31/12/15	TR fin attendu en fin 2015	Prév. % Exécution au 31/12/2016	Commentaires
Composante A: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation										
Connaissance du Potentiel en terre irrigable										
3 études sur le potentiel en terre réalisées et diffusées	Etude	3	3	3	100%	3	3	100%	100%	
Renforcement de réseau piézométrique										
300 piézomètres mis en place et suivis	Nbre	310	310	310	100%	300	528	170%	170%	
Traitement Bassins Versants										
3 300 ha de traitement Bassins Versants	Hectares	1 857,18	1 702	1 537	90%	3 300	3 394	103%	103%	
Emergence des AUE										
30 AUE mis en place et animées (15 anciennes+ 15 nouvelles à créer)	Nbre	15	30	17	57%	20	20	100%	110%	
Aménagement et Mise en valeur Petite irrigation										
Superficies aménagées/ consolidées en Petite irrigation	Hectares	1 669,41	1 513	1 253	83%	6 800	3 604	53%	70%	Le taux sera amélioré par la revue des superficies réellement mises en valeur
5 000 actes fonciers établis	Nbre	3 700	1 800		0%	5 000	6 216	124%	136%	
Nbre de DMP approuvés	Nbre	180	25	68	272%	250	248	99%	111%	
Renforcement Capacité des producteurs à travers les CEPM										
1 088 CEPM mis en place et animées	Nbre	400	800	502	63%	1 088	503	46%	56%	
Alphabétisation Fonctionnelle										
68 centres alpha fonctionnel mis en place	Nbre	36	36	36	100%	68	36	53%	53%	
17 500 JDC mis en place	Nbre	1 350	1 500	0	0%	8 750	1 350	15%	15%	Activité abandonnée
Composante B: Développement des infrastructures économiques										
Construction et réhabilitation Pistes										
Linéaire de routes construit ou réhabilité	km	0	123,18	0	0%	123	49,2	40%	100%	
30 barrières de pluies installées	Nbre	0	12	0	0%	8	-	0%	100%	
30 brigades d'entretien routier équipé	Nbre	0	30	44	147%	12	8	67%	100%	
Emergence cadre de concertation (HG)										
Nbre de HG animés	Nbre	12	12	12	100%	15	12	80%	80%	
Plate formes de commercialisation										
2 installations de commercialisation aménagées		0	0	0		2	0	0%	0%	Seront construites par le Guichet OFID/ProDAF
30 plateformes de collecte aménagées		0	0	0	-	7	0	0%	0%	
Financement de MER										
Nbre dossiers de MER soumis en financement			6	1	17%	30	1	6%	6%	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD) au 31/10/2015

Bailleur de fonds	Préévaluation	Euros ou DTS actualisés en USD aux taux de réception des fonds (LGS)	Décaissements	Pourcentage décaissé	DRF en cours de traitement	Total Décaissements y compris DRF en cours	Pourcentage décaissé y compris DRF en cours
	<i>USD</i>	<i>USD</i>	<i>USD</i>		<i>USD</i>	<i>USD</i>	
Prêt FFE n° L-E-14 - NE	18 757 400	17 384 385	15 167 602,23	87,25%	1 640 267,50	16 807 869,73	96,68%
Prêt FIDA n° L-I-877-NE	1 781 400	1 692 293	1 306 776,12	77,22%	187 244,63	1 494 020,75	88,28%
Don FIDA n° G-I-C 1390-NE	999 700	981 374	981 207,62	99,98%	-	981 207,62	99,98%
Etat du NIGER	4 113 900	3 702 600	1 366 597,00	36,91%	-	1 366 597,00	36,91%
TOTAL	25 652 400	23 760 652	18 822 183	79,22%	1 827 512,13	20 649 695,11	86,91%

Taux de change:	Prêt FFE n° L-E-14 - NE	Prêt FIDA n° L-I-877-NE	Don FIDA n° G-I-C 1390-NE
décaissé équiv. dollars	15 167 602,23	1 306 776,12	981 207,62
décaissé équiv. Euros ou DTS	12 214 779,50	903 465,40	654 889,05
TMP:	1,242	1,446	1,498
	<i>Euros/ Dollars</i>	<i>DTS/Dollars</i>	<i>DTS/Dollars</i>

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par composante (en millions FCFA) au 31/10/2015

en millions F CFA	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don FIDA		
Composante	Pré-évaluation CFA	Réalisé	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé	%
		CFA			CFA			effective	
Composante A	5 308 300	3 904 534	74%	453 000	327 172	72%	449 800	498 952	111%
A1 Accès et gestion durable des ressources hydriques et foncières	3 679 100	2 870 463	78%	453 000	327 172	72%	340 400	394 976	116%
A2 Renforcement des capacités de production, post récolte et de commercialisation	1 629 200	1 034 071	63%	-	-		109 400	103 976	95%
Composante B	1 888 000	1 312 616	70%	348 600	324 669	93%	-		
B1 Réhabilitation des pistes rurales de désenclavement des zones de production	1 642 100	1 000 175	61%	298 300	324 590	109%	-	32 968	
B2 Infrastructures communautaires de collecte, stockage et commercialisation des pdts agr	245 900	312 441	127%	50 300	79	0%	-		
Composante C	1 987 058	2 649 099	133%	-	-		-	-	
C1 Coordination et gestion du projet	1 540 058	1 246 341	81%	-	-		-		
C2 Suivi évaluation et gestion des savoirs	188 800	980 926	520%	-	-		-		
C3 Dialogue Politique	258 200	421 832	163%	-	-		-		
TOTAL	9 183 358	7 866 250	86%	801 600	651 841	81%	449 800	498 952	111%

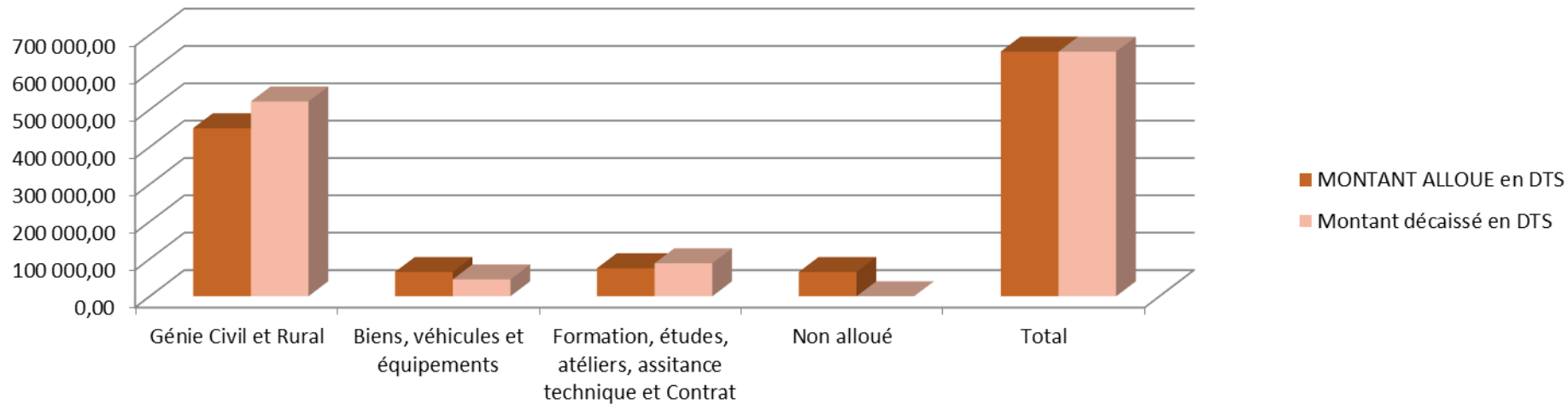
Tableau 5B (suite): Exécution des obligations de financement par composante (en millions FCFA) au 31/10/2015

en millions F CFA	Contrepartie			Total du Projet au 31 octobre			Total du Projet prévisionnel fin 2015			Total du Projet prévisionnel fin 2016		
Composante	Pré-évaluation CFA	Réalisé	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé	% au 30 oct2015	Engagements nov dec 2015	Total Réalisé avec Engagements nov dec 2015	% prev fin 2015	PTBA 2016	TOTAL FINAL Prévu en fin 2016	%
		CFA			CFA							
Composante A	1 368 900	96 963	7%	7 580 000	4 827 621	64%	96 449	4 924 069	65%	248 027	5 172 096	68%
A1 Accès et gestion durable des ressources hydriques et foncières	1 080 400	81 214	8%	5 552 900	3 673 824	66%				162 927		
A2 Renforcement des capacités de production, post récolte et de commercialisation	288 500	15 750	5%	2 027 100	1 153 796	57%				85 100		
Composante B	412 200	495 545		2 648 800	2 165 799	82%	374 269	2 540 068	96%	788 951	3 329 019	126%
B1 Réhabilitation des pistes rurales de désenclavement des zones de production	355 800	495 545	139%	2 296 200	1 853 278	81%				772 190		
B2 Infrastructures communautaires de collecte, stockage et commercialisation des pdts agr	56 400		0%	352 600	312 521	89%				-		
Composante C	70 200	90 790	129%	2 057 258	2 739 889	133%	43 989	2 783 879	135%	24 500	2 808 379	137%
C1 Coordination et gestion du projet	23 100	81 939	355%	1 563 158	1 328 280	85%				19 500		
C2 Suivi évaluation et gestion des savoirs	36 000	7 736	21%	224 800	988 662	440%				5 000		
C3 Dialogue Politique	11 100	1 115	10%	269 300	422 947	157%						
TOTAL	1 851 300	683 299	37%	12 286 058	9 733 309	79%	514 707	10 248 016	83%	1 061 478	11 309 494	92%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE DON FIDA

TABELAU 5C: Situation au 31 octobre 2015 DON FIDA n°G-I-C-1390-NE

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS au 31 octobre 2015			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	0,00	0		0,00	0
1	Génie Civil et Rural	450 000,00	342 849 284	521 404,20	395 724 268	116%	-71 404,20	-52 874 984
2	Biens, véhicules et équipements	65 000,00	49 522 674	44 975,85	33 689 500	69%	20 024,15	15 833 174
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	75 000,00	57 141 547	88 509,00	69 537 880	118%	-13 509,00	-12 396 333
4	Salaires et couts de fonctionnement							
5	Non alloué	65 000,00	49 522 674	0,00	0	0,00%	65 000,00	49 522 674
	TOTAUX	655 000,00	499 036 179	654 889,05	498 951 648	99,98%	110,95	84 531



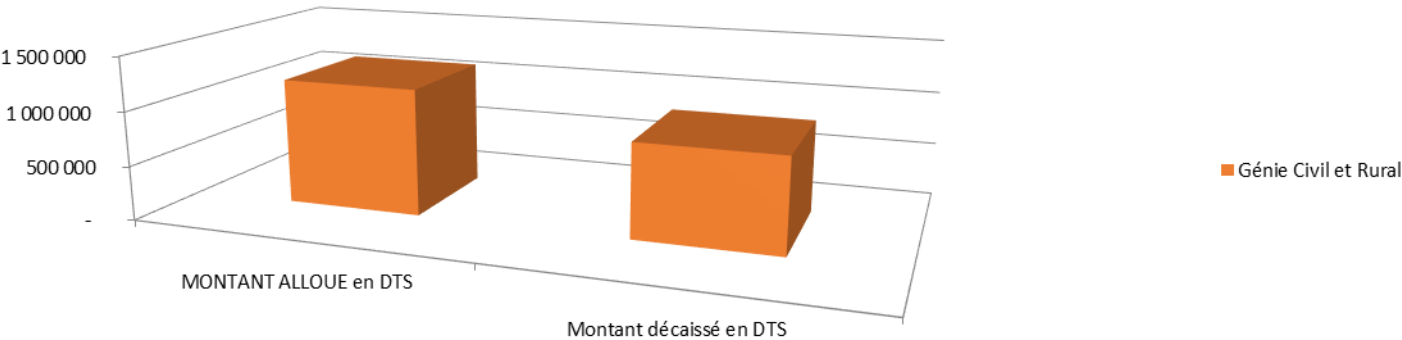
Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU
 Source de Financement: FIDA

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FIDA

TABELAU 5C: Situation au 31 octobre 2015 PRÊT FIDA n°L-I-877-NE

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf. Status of Funds du FIDA) au 31 octobre 2015			DRFs n°010 EN ATTENTE DE PAIEMENT au 31/10/2015		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	226 102,55	169 850 172		0,00	0	226 102,55	169 850 172		-226 102,55	-169 850 172
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	970 352 706	640 474,91	548 855 626	54,74%	165 410,45	135 195 850	805 885,36	684 051 476	69%	364 114,64	286 301 230
2	Biens, véhicules et équipements												
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat												
4	Salaires et couts de fonctionnement												
	TOTAUX	1 170 000,00	970 352 706	866 577,46	718 705 798	74,07%	165 410,45	135 195 850	1 031 987,91	853 901 648	88%	138 012,09	116 451 058

Génie Civil et Rural



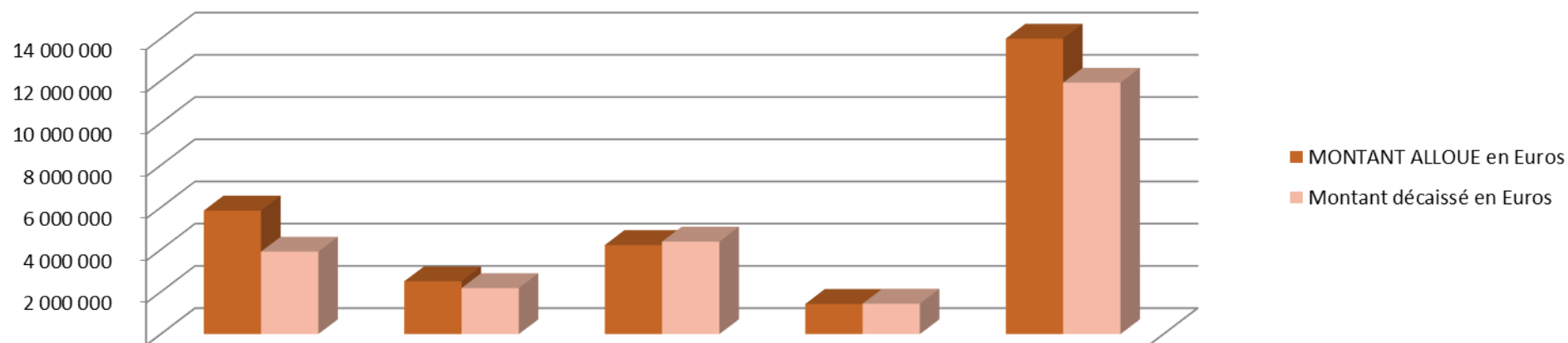
Nom du Projet: Projet de Petite Irrigation PPI -RUWANMU
Source de Financement: FFE

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET

ETAT DES DECAISSEMENTS DU PROJET SUR LE PRÊT FFE

TABELAU 5C: Situation au 31 octobre 2015 PRÊT FFE n°L-E-14-NE

CATEGORIE		MONTANT APRES REALLOCATION		DECAISSEMENTS (cf. Status of Funds du FIDA) au 31 octobre 2015			DRFs n°20 et 21 en de paiement de paiement au 31 octobre 2015		DECAISSEMENT TOTAL APRES PAIEMENT DES DRF EN INSTANCE			Solde disponible	
		Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	1 670 604,12	1 095 844 465		0,00	0,00	1 670 604,12	1 095 844 465		-1 670 604,12	-1 095 844 465
1	Génie Civil et Rural	5 850 000,00	3 837 348 450	2 948 597,86	1 960 598 926	50,40%	956 716,23	627 564 707,00	3 905 314,09	2 588 163 633	67%	1 944 685,91	1 249 184 817
2	Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	1 639 892 500	1 999 035,71	1 327 672 329	79,96%	182 115,52	119 459 951,00	2 181 151,23	1 447 132 280	87%	318 848,77	192 760 220
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	4 219 592,00	2 767 870 910	4 189 675,26	2 729 224 942	99,29%	192 839,18	126 494 212	4 382 514,44	2 855 719 154	104%	-162 922,44	-87 848 244
4	Salaires et couts de fonctionnement	1 430 408,00	938 286 140	1 325 182,40	899 029 456	92,64%	117 328,63	76 962 533	1 442 511,03	975 991 989	101%	-12 103,03	-37 705 849
	TOTAUX	14 000 000,00	9 183 398 000	12 133 095,35	8 012 370 118	86,66%	1 448 999,56	950 481 403	13 582 094,91	8 962 851 521	97%	417 905,09	220 546 479

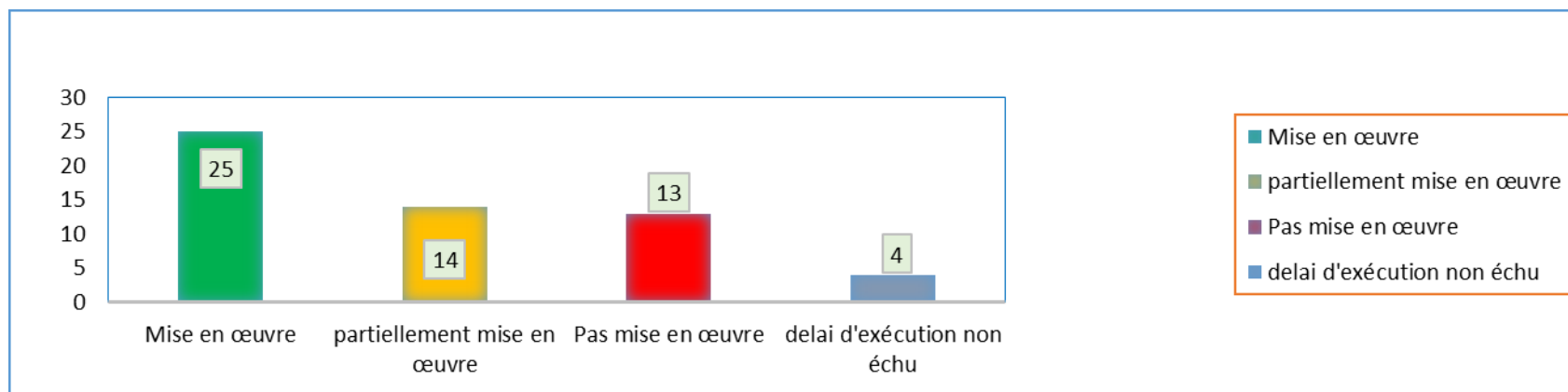


Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B-9	L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 4,1 millions de dollars des Etats-Unis (USD), représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet	Démarrage	Fonds de contrepartie mis à disposition du projet au fur et à mesure de la validation des demandes d'exonérations	Disposition respectée
Section E -1 de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant: a) Etablissement du Comité de Pilotage b) Attribution des fonctions de l'équipe du Projet (CNC et CRC) c) Approbation du manuel d'exécution du projet	Démarrage	Arrêté n°210/MAG/SG de la 05/12/2012 portant création du comité de Pilotage Arrêté n°221/MAG/SG du 12/12/2012 portant attribution des fonctions de l'équipe du projet disponible au démarrage du projet Manuel d'exécution approuvé est disponible au démarrage	Disposition respectée
Section E -2	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 3 sous comptes opérationnels (Maradi, Tahoua et Zinder) ont été ouverts à la BIA Niger	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014	Disposition respectée
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et le bâtiment utilisé dans le cadre du Projet et assurance maladie pour le personnel du projet	Disposition respectée
Section 7.01.b	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le projet du PTBA 2015 a été soumis et approuvé en décembre 2014	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Les rapports trimestriels sont régulièrement envoyés	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Novembre 2015	Il s'agit de la présente mission	Disposition respectée
Section 9.02	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et des dépenses relatives au projet	Avril 2015	Les états financiers ont été soumis dans les délais convenus, avant le 30 Avril	Disposition respectée
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2015	Rapport soumis en Avril 2015 avant la date butoir du 30 juin	Disposition respectée
Section 11	Le projet doit être exempté de tout impôt	Chaque année	Les paiements sont faits nets de tout impôt	Disposition respectée

Appendice 7: Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mai 2015

SYNTHESE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS 4EME MISSION DE SUPERVISION		
Niveau d'exécution	Nombre de recommandations	Taux d'exécution
Mise en œuvre	25	48%
partiellement mise en œuvre	14	27%
Pas mise en œuvre	13	25%
delai d'exécution non échu	4	7%
Grand Total	56	



NIVEAU DE MISE DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'APPUI ET DE SUPERVISION DU PPI RUWANMU					
Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Commentaire
EXECUTION DU PROJET	1. Finaliser les TDR et engager le processus de recrutement du prestataire pour l'enquête complémentaire effets/impact à mi-parcours	Responsable national S&E PPI-Ruwanmu	05-juin-15	Mis en Œuvre	Le consultant a été recruté depuis le mois de Enquête finalisée et rapport final disponible
	2. Finaliser les TDR et engager le processus d'exécution des études de cas pour approfondir et quantifier les résultats par thématique pour la revue à mi-parcours	Responsables S&E PASADEM et PPI-Ruwanmu	05-juin-15	Mis en Œuvre	Document exploité dans l'élaboration du rapport interne global
	3. Préparer un tableau des coûts du personnel par catégorie des postes et par guichet de financement et l'annexer aux organigrammes	SAF	Avant fin juillet 2015	Mis en œuvre	Réalisée à travers la note sur les gris salariaux du personnel
	4. Recruter un cabinet spécialisé en gestion de ressources humaines pour accompagner l'équipe du ProDAF dans la phase de démarrage (six mois au maximum)	Management	Janv-16	Délai d'exécution non échu	Activité relevant de la CNC
	5.Élaborer le manuels des procédures (Operations, suivi évaluation, procédures administratives et financières)	Equipes PASADEM et PPI-Ruwanmu	Aout 2015	Mis en œuvre	Le manuel de suivi-évaluation et celui relatif aux procédures administratives et financières ont reçus l'avis de non objection provisoire du FIDA
Sous-composante 1.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières	7. Poursuivre l'accompagnement des AUE dans la mise-en-œuvre de leur plan d'action (intégrant la maintenance d'ouvrages) tout en identifiant les sources de financement dont la perception d'un droit d'eau à définir	PPI Ruwanmu	Immédiat et continu	Partiellement mis en œuvre	Activité partiellement mise en œuvre pour quelques AUE (Falki)
	8. Accompagner l'intégration des COGES de réhabilitation des terres au sein des AUE dont ils doivent devenir le bras armé pour les activités les concernant	PPI Ruwanmu	Immédiat et continu	Partiellement mis en œuvre	Activité partiellement mise en œuvre pour quelques AUE (Falki)
	9. Affiner avec les DRH le rôle des AUE dans le dispositif de suivi piézométrique pour (i) collecter les informations puis (ii) diffuser des information analysées utiles à l'action	PPI Ruwanmu	Immédiat et continu	Partiellement mis en œuvre	Paysans relai pour le relevé piézométrique recruté parmi les membres de l'AUE pour une parfaite appropriation
Sous-composante 1.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières	10. Encourager l'émergence d'un réseau d'AUE au niveau régional en favorisant les échanges intra et inter régionaux	PPI Ruwanmu	Immédiat et continu	Pas mis en œuvre	Un TDR d'organisation d'un atelier régional pour échanger et discuter de toutes ces thématiques élaborées et en cours d'exécution en partenariat avec la CRA de Zinder
	11. Intégrer dans la formation périodique et la structuration des AUE les questions hygiène, santé et prévention des maladies liées à l'eau	PPI Ruwanmu	Immédiat et continu	Mis en Œuvre	Prise en compte dans les séances d'animation des animateurs de la CRA
	12. Capitaliser l'expérience de Zinder sur la mobilisation de l'épargne bloquée à Maradi	CNC/CRC, Opérateurs	Continu	Mis en Œuvre	A date, Maradi est à un taux de mobilisation de 100% pour les Micro-projets de la campagne 2015-2016

NIVEAU DE MISE DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'APPUI ET DE SUPERVISION DU PPI RUWANMU

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Commentaire
	13. Equiper les services techniques et les RRAT avec le matériel de suivi de la nappe (sondes électriques)	PPI Ruwanmu	Immédiat	Partiellement mis en œuvre	Partiellement exécuté avec la prise en compte du cout d'achat de la sonde dans le PTBA révisé, mais l'acquisition reste à faire
	14. Appuyer les services techniques en équipements de laboratoire pour les analyses physico-chimiques de l'eau	PPI Ruwanmu	Immédiat	partiellement mis en œuvre	Matériel et équipement financé par le projet dans le cadre des TDR de l'analyse physico-chimique de l'eau des piézomètres de Zinder
	15. Renforcer les capacités des services techniques et des RRAT en techniques d'interprétation et d'analyse des résultats du suivi piézométrique	PPI Ruwanmu	Immédiat	Pas mis en œuvre	Insuffisance des ressources financière
Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation	16. Promouvoir la synergie/complémentarité entre les acteurs	PPI Ruwanmu	Immédiat & continu	Mis en Œuvre	Exemple du Partenariat avec le PAM
	17. Renforcer le suivi de la qualité des prestations des différents opérateurs (DRA, ONG, GSP/GACAP), la supervision et les capacités des animateurs locaux et des superviseurs	PPI Ruwanmu	Immédiat & continu	Mis en Œuvre	Activités continues avec les missions de supervision/suivi et d'appui organisé par la CRC et les STD
	18. Renforcer la sensibilisation auprès des communautés (hommes, femmes, jeunes) pour faciliter une plus forte intégration des femmes et des jeunes dans les CEP/CEPM/ACAP	PPI Ruwanmu	Immédiat & continu	Mis en Œuvre	Activités continues avec les séances d'information/sensibilisation
	19. Renforcer de façon continue et conséquente les capacités techniques et organisationnelles des producteurs bénéficiaires des CEP/CEPM/ACAP à travers une intensification de la collaboration avec les faitières des organisations professionnelles	PPI Ruwanmu	Immédiat & continu	Pas mis en œuvre	A réaliser avec l'appui de la CRA
	20. Soutenir les initiatives locales de transformation des productions pluviales et irriguées	PPI Ruwanmu	Immédiat & continu	Partiellement mis en œuvre	Processus en cours avec SINERGI SA
	21. Accentuer la supervision des chantiers et des prestataires (PME, bureaux de contrôle) par les projets et les services techniques	RUWANMU, PASADEM, services techniques	Continue	Mis en Œuvre	réalisée avec les missions de supervision et contrôle du Coordinonateur du DVPR et son équipe avec les STD
Sous-composante 2.1: Réhabilitation/construction des pistes rurales de désenclavement des zones de production	22. Intégrer l'aménagement de ralentisseurs sur les tronçons de pistes qui traversent des agglomérations	RUWANMU, PASADEM, services techniques	Continue	Pas mis en œuvre	A prendre en compte dans les DAO du ProDAF
	23. Préciser la distance minimale des dépôts tampons par rapport à l'axe de la piste pour éviter l'encombrement des fossés	RUWANMU, PASADEM, services techniques	Continue	Pas mis en œuvre	A prendre en compte dans les DAO du ProDAF
	24. Mieux adapter les délais contractuels aux volumes des travaux à mettre en œuvre.	RUWANMU, PASADEM, services techniques	Continue	Mis en Œuvre	
	25. Développer un dispositif de prélèvement sur les marchés (en lien avec le GIE de gestion du marché ou l'union gérant le centre de collecte satellite et les mairies)	RUWANMU, PASADEM, services techniques	Continue	Pas mis en œuvre	En réflexion

NIVEAU DE MISE DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'APPUI ET DE SUPERVISION DU PPI RUWANMU

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Commentaire
	26. Lier la composition des nouvelles brigades d'entretien des pistes (résidents des villages traversés) à la possibilité de trouver une activité rémunérée permanente sur les lieux de marchés. Accompagner techniquement les BER à intervenir efficacement de manière permanente et rapide	RUWANMU, PASADEM, services techniques	juin-15	Partiellement mis en œuvre	Ingénierie sociale renforcée en ce sens
Sous-composante 2.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles	27. Poursuivre les missions d'appui de l'expertise internationale (groupe 8) sur les chantiers et virtuelles et démarrer son appui sur les projets RUWANMU	PASADEM PPI	juin-15	Mis en Œuvre	Activité relevant de la CNC
	29. Intégrer les équipes d'ingénieries sociales dans la revue du manuel en cours de réalisation par le Groupe 8 (à capitaliser dans le manuel d'opérations PRODAF)	PASADEM PPI	juin-15	Mis en Œuvre	Activité relevant de la CNC
	30. Intégrer 3 jours de visites sur sites Tahoua-Zinder lors de la mission Groupe 8 pour revue des APS avec les Hadin Gwiwa	PASADEM PPI	juin-15	Mis en Œuvre	Activité relevant de la CNC
Coordination et gestion des Projets	31. Programmer un appui technique pour former le personnel de l'unité de suivi-évaluation en matière de cartographie	PASADEM/PPI	A partir de juillet	Pas mis en œuvre	Activité relevant de la CNC
	32. Explorer très rapidement avec le Ministère de l'Agriculture et le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, la possibilité de transformer les apports nationaux prévus sous forme de taxes en numéraire et informer le FIDA des résultats des discussions	PASADEM/PPI	Avant le 15 juin	Mis en Œuvre	Une requête de 500 millions de FCFA a été adressée par le Projet au titre de la loi de programmation 2016
	33. Toute demande de non-objection doit inclure les informations suivantes: couts unitaire prévu dans le COSTAB, prévision budgétaire dans le PTBA en cours, par composante et catégorie et disponibilité budgétaire par composante et par catégorie	PASADEM/PPI	Immédiat	Mis en Œuvre	Prise en compte dans toutes les demandes de Non objection adressées après la 4ème mission de supervision
	34. Établir des plannings hebdomadaires de suivi de la mise en œuvre des travaux sur chaque chantier	Entreprise et dispositif de contrôle	Immédiat et continu	Mis en Œuvre	Activité relevant de la CNC
	35. Là où il s'agit de cibler les jeunes et les femmes, s'assurer que des actions préalables d'incitation/renforcement de la confiance de ceux-ci, ainsi que de sensibilisation des hommes adultes pour qu'ils appuient leur participation (y inclus dans la petite irrigation), soient réalisées avant la sélection - auto sélection finale des bénéficiaires par l'assemblée communautaire.	PASADEM/PPI	Immédiat et continu	Mis en Œuvre	Mis en œuvre par les prestataires de service

NIVEAU DE MISE DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'APPUI ET DE SUPERVISION DU PPI RUWANMU

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Commentaire
	36. Après la sélection, suivre leur participation pour identifier et trouver des solutions à leurs contraintes spécifiques autant que femmes et jeunes	PASADEM/PPI	Immédiat et continu	Mis en Œuvre	Mis en œuvre par les prestataires de service
	37. Mettre en réseau les femmes maraîchères (y compris les participantes aux binômes p.i.), et en parallèle aussi les jeunes hommes - à partir des bassins, et réaliser des réunions périodiques, avec la présence de l'assistante genre, pour échanger et les appuyer à trouver des solutions à leurs contraintes spécifiques autant que femmes	PPI	Immédiat et continu	Pas mis en œuvre	
Coordination et gestion des Projets	38. S'assurer que toutes les femmes bénéficiaires de la petite irrigation (en binôme, en groupement et sur JDC) participent aux CEP/M (préférentiellement mixtes), là où la localisation le permet, et qu'elles bénéficient de l'appui-conseil	PPI	Immédiat et continu	Pas mis en œuvre	A prendre en compte dans les nouveaux CEPM à mettre en place pour la campagne 2015-2016
	39. Poursuivre l'exercice de capitalisation initié dans le domaine du partenariat afin de conforter la stratégie de mise en œuvre du ProDAF	PASADEM/PPI	Immédiat et continu	Mis en Œuvre	Activité continue
	40. S'inspirer des leçons apprises pour enrichir le manuel d'exécution du ProDAF dont la préparation démarrera très prochainement	PASADEM/PPI	Immédiat et continu	Pas mis en œuvre	Manuel n'est pas encore élaboré
Suivi - Evaluation	41. Produire et distribuer un tableau de bord mensuel pour permettre aux coordonnateurs, CPO et CPM de suivre l'évolution et la performance des activités du projet, des indicateurs clés techniques et financiers des activités du projet	Cellules S&E et Responsables passation des marchés	30 juin 2015 et continu	Partiellement mis en œuvre	Un format TB a été proposé et validé par l'équipe des deux projets. D'or et déjà des situations ont été envoyées au FIDA
	42. Accélérer la saisie des données manquantes, notamment celles sur les plans de passation des marchés	Cellules S&E et Responsables passation des marchés	30-juin-15	Partiellement mis en œuvre	En cours
	43. Envoyer aux consultants les derniers commentaires pour la pleine opérationnalisation de la base de données	Cellules S&E, Prestataire de services	30-juin-15	Mis en Œuvre	Les observations ont été envoyées au consultant. Des corrections d'amélioration de la base ont été apportées
	44. Accélérer le processus de recrutement de l'opérateur pour l'enquête complémentaire d'effets/impact	CNC PPI Ruwanmu	12-juin-15	Mis en Œuvre	
	45. Actualiser la base de données site web de documentation du programme Niger-FIDA avec les nouvelles notes de capitalisation et autres rapports utiles	Cellules S&E, GATE	Immédiat et continu	Partiellement mis en œuvre	La base a été partiellement mise à jour
	46. Justifier et actualiser les valeurs cibles des cadres logiques des deux projets	Cellules S&E	03-juin-15	Mis en Œuvre	Réalisé lors de la mission

NIVEAU DE MISE DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'APPUI ET DE SUPERVISION DU PPI RUWANMU					
Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Niveau d'exécution	Commentaire
	47. Partager et réviser l'outil sur les marges nettes des acteurs des marchés et les critères de délimitation des PDE	Cellules S&E, volets et opérateurs techniques, GATE, économiste	30-juin-15	Pas mis en œuvre	A prendre en compte dans le cadre du ProDAF
	48. Prévoir et réaliser une étude unique, comparative, pour chaque activité/thématique commune aux deux projets	Coordinations PASADEM et PPI Ruwanmu, Cellules S&E	Sept-15	Pas mis en œuvre	A prendre en compte dans le cadre du ProDAF
	49. Compléter les études déjà prévues, initiées ou réalisées par une catégorisation et analyse des principaux acteurs par niveau de maturité et perspective d'autonomisation	Cellules S&E	sept-15	Partiellement mis en œuvre	
	50. Identifier une formation en techniques d'information et de communication pour les responsables S&E, coordinateurs et responsables techniques	Coordinations, Cellules S&E	Décembre 2015 (réalisation en 2016)	Délai d'exécution non échu	
Aspects fiduciaires	51. Orienter le PTBA 2016 sur les activités prioritaires	PPI/PASADEM	Immédiat	Mis en Œuvre	PTBA élaboré et approuvé par le Comité de pilotage et le FIDA
	52. Planifier le processus de recouvrement de l'avance initiale	PPI/PASADEM	sept-15	Mis en Œuvre	
	53. Introduire une requête de transformation partielle de la contribution de l'Etat Nigérien, constituée essentiellement d'exonérations et de taxes, en numéraires	PPI/PASADEM	Immédiat	Mis en Œuvre	Une requête de 500 millions en numéraire au titre de la loi de programmation financière pour l'exercice 2016 a été soumise par le Projet
AUTRES	54. Programmer une réunion bilan et perspectives pour clarifier les raisons des difficultés constatées afin de prendre des décisions pour le futur	PPI/PASADEM	Immédiat	Mis en Œuvre	A l'issu de cette réunion, un plan d'action pour la période Mai- décembre 2015 a été élaboré et soumis à un suivi rigoureux
Etat d'avancement d'exécution du Projet	55. Désagréger les chiffres sur les apprenants utilisant les catégories HA, FA, JH, JF	PPI/PASADEM	Immédiatement/avant RMP	Mis en Œuvre	Pris en compte par le projet et les différents prestataires
	56. Enrichir les modules d'alphabétisation fonctionnelle pour prendre en compte les activités spécifique du ProDAF	PPI/PASADEM	Immédiat et continu	Pas mis en œuvre	Prévu pour la prochaine campagne
	57. Généraliser l'application du module nutrition dans les cours d'alphabétisation, les CEP/CEPM, les groupements MMD et les réseaux	PPI/PASADEM	Immédiat et continu	Partiellement mis en œuvre	